



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE
ECONOMIQUE DANS LES PAYS
DE L'UEMOA A FIN JUILLET 2020**

Octobre 2020



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE
L'UEMOA A FIN JUILLET 2020**

Octobre 2020

SOMMAIRE

	Pages
PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	6
1.1. Activité économique dans le monde	6
1.2. Actions des banques centrales	7
1.3. Marchés des matières premières	8
1.4. Marchés financiers mondiaux	9
II. ACTIVITÉS ECONOMIQUES DANS L'UEMOA	13
2.1. Production de biens et services	13
2.2 . Inflation	17
III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITE ET SITUATION MONETAIRE	18
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire	18
3.2. Taux d'intérêt débiteurs	19
3.3. Liquidité bancaire	20
3.4. Situation monétaire	21
IV. MARCHE FINANCIER DE L'UEMOA	23
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	23
4.2. Marché des titres de la dette publique	24
V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA	26
5.1. Environnement international	26
5.2. Perspectives de croissance dans l'UEMOA	31
5.3. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union	33
5.4. Perspectives d'inflation	35
ANNEXES STATISTIQUES	36

PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE

1- Évolution récente

L'activité économique mondiale a poursuivi sa tendance haussière entamée depuis mai 2020, malgré l'aggravation de la situation sanitaire. L'activité économique mondiale s'est ainsi renforcée, notamment dans les principaux pays partenaires de l'UEMOA (zone euro, Chine, Etats-Unis etc.). Les soutiens budgétaire et monétaire, mis en place par les Etats et les banques centrales, continuent de maintenir la relance. Aux États-Unis, la croissance de l'activité économique s'est poursuivie, la résurgence de coronavirus n'ayant pas remis en cause la mise en marche de l'économie (augmentation des dépenses de consommation et de la production industrielle). Dans la zone euro, l'activité économique a maintenu son regain de dynamisme, mais d'ampleur plus faible, soutenue par la levée progressive des restrictions. L'économie britannique renforce sa reprise en juillet 2020, en lien avec la bonne tenue de la demande intérieure. Au Japon, la reprise économique se confirme après plusieurs mois désastreux liés à la pandémie, en lien avec le regain de dynamisme de la production industrielle et l'amélioration de la confiance des consommateurs. Au niveau des pays émergents, l'activité économique se poursuit sa tendance haussière, avec l'ouverture des économies à travers le monde et les mesures de relance mises en oeuvre pour contenir les effets de la crise sanitaire. En particulier, en Chine, l'économie consolide sa reprise, avec la hausse de la production industrielle pour un quatrième mois consécutif. Dans ce contexte, les banques centrales ont maintenu, voire renforcé, l'orientation accommodante de leur politique monétaire pour contenir l'impact économique de Covid-19 et asseoir les conditions d'une reprise solide et généralisée après ce choc sans précédent. Les actions ont été orientées vers la réduction du coût de crédit au secteur réel, via les achats de titres publics et privés. Durant le mois sous revue, les banques centrales des pays émergents (Russie, Inde et Afrique du Sud) ont accru leur soutien à l'économie, en baissant leur taux directeur à un plus bas niveau historique.

Les cours des matières premières exportées par les pays de l'Union ont renforcé leur tendance haussière durant la période sous revue, sous l'effet de la reprise de la demande mondiale. En revanche, les cours des produits alimentaires importés ont baissé, affaiblis par les bonnes perspectives de production. Les marchés financiers mondiaux ont accentué, au cours du mois de juillet 2020, leur profil haussier. L'optimisme des investisseurs a été alimenté par la perspective de reprise de l'activité économique, avec des programmes de relance attendus en Europe et aux Etats-Unis. La monnaie européenne s'est appréciée à l'égard des principales monnaies étrangères, notamment celles des pays avancés (Etats-Unis, Canada, Japon, Royaume-Uni, etc.), en relation avec la conclusion de l'accord sur le fond de relance européen qui renforce la reprise déjà entamée des économies de la zone euro. Au niveau de l'Afrique de l'Ouest, le franc CFA s'est renforcé par rapport aux monnaies des autres pays de la région.

Au niveau de l'UEMOA, les indicateurs récents de la conjoncture font ressortir un regain de dynamisme de l'activité économique, suite à l'assouplissement des mesures de restrictions prises par les Etats pour contenir la propagation de la Covid-19, ainsi que des retombées des efforts de soutien des Etats et de la BCEAO. Quant à l'inflation, elle a poursuivi sa tendance haussière dans les pays de l'Union, tirée essentiellement par l'accroissement des prix des produits alimentaires, impactés par l'insuffisance de l'offre sur les marchés. Au plan de la conjoncture monétaire et financière de l'UEMOA, les taux d'intérêt sur le marché monétaire ont fortement baissé, de même

que les tensions de trésorerie au niveau des banques, dans un contexte de mise en œuvre des mesures exceptionnelles prises par la BCEAO pour contenir les effets de la Covid-19 sur les économies de l'Union. La liquidité propre des banques s'est toutefois dégradée, avec la forte sollicitation des Etats et la hausse des importations. La masse monétaire s'est renforcée, avec la bonne tenue des créances des institutions de dépôt sur les secteurs résidents et des actifs extérieurs nets. Cette dynamique a permis de stabiliser les réserves de l'Union à un niveau supérieur à 6,0 mois d'importations des biens et services, pour le cinquième mois consécutif, et de maintenir le coût du crédit à un niveau faible quoiqu'en hausse. Quant au taux de couverture de l'émission monétaire, il s'est établi à 73,7%, après 75,3% le mois précédent.

2- Perspectives

L'activité économique mondiale poursuit sa reprise. Le déconfinement progressif dans plusieurs pays a permis la bonne animation du marché de travail et l'amorce d'un retour à la normale de l'activité industrielle. Le maintien des soutiens budgétaire et monétaire a renforcé la tendance. Toutefois, une deuxième vague du virus à grande échelle dans le monde pourrait être à l'origine de nouvelles perturbations de l'activité économique. Cette source d'incertitudes a été confirmée par la flambée de nouvelles infections, notamment aux Etats-Unis, en Asie, en Europe et en Afrique. La volatilité des cours des produits de base, la montée du protectionnisme, l'instabilité politique et le regain de tensions commerciales constituent également des risques baissiers. Du côté positif, des avancées en termes de vaccins et de traitements pourraient renforcer la confiance et l'activité économique. Dans ces conditions, les Etats et les banques centrales continueraient à utiliser tous les instruments à leur disposition pour protéger les vies, les emplois et les revenus des populations. Les actions vigoureuses entreprises soutiendraient la reprise de l'économie mondiale et augmenteraient la résistance du système financier, tout en apportant une protection face aux risques baissiers. A cet effet, l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économiques (OCDE) a révisé à la hausse sa prévision de croissance de l'économie mondiale à -4,5% en 2020 (+1,5 point), suivie d'une reprise à partir de 2021.

Au plan interne, sur le troisième trimestre 2020, l'activité économique enregistrerait une dynamique favorable, avec la hausse de la cadence, dans les économies de l'UEMOA. Les activités de l'ensemble des secteurs augmenteraient, avec la reprise amorcée au niveau de la plupart des pays partenaires commerciaux de l'Union et la levée des mesures restrictives. Les économies de l'UEMOA seraient tirées à la hausse par l'accroissement de la demande intérieure et extérieure, ainsi que la reprise de certaines activités (transports, tourisme, etc.), précédemment limitées du fait de la pandémie de la Covid-19. Les mesures prises par l'autorité monétaire de l'Union, notamment la baisse des taux directeurs, afin d'atténuer l'impact économique de la pandémie sur le système bancaire et le financement des activités économiques, et les plans de riposte et de relance des Etats renforceraient la vigueur de la croissance. La tendance haussière de l'activité serait toutefois affaiblie par la dégradation du climat sécuritaire, social et politique, ainsi que la baisse des investissements privés et publics, qui continue de pénaliser la conjoncture au niveau des bâtiments et travaux publics.

A cet effet, selon les estimations effectuées par la BCEAO sur la base des résultats des enquêtes de conjoncture et les dernières informations disponibles, l'activité économique, en variation trimestrielle, renouerait avec une croissance positive au troisième trimestre 2020 (+0,7%) et se consoliderait au quatrième trimestre (+1,0%). Les performances économiques au troisième trimestre 2020 seraient tirées par la bonne tenue des activités commerciales, industrielles et de services, du fait de la levée

des restrictions imposées par les Etats et de la mise en œuvre de plans de relance. Le secteur des bâtiments et travaux publics continue d'évoluer sur son profil baissier, en ligne avec la baisse des importations des biens d'équipement et des crédits à moyen et long termes. Sur l'année en cours, il est attendu un affaiblissement des performances économiques, avec un taux de croissance de 0,8%, après une réalisation de 6,1% en 2019. Dans le cas d'une possible seconde vague épidémique dans le courant de l'année et de matérialisation des risques politiques et ceux pesant sur la campagne agricole 2020/2021, l'économie régionale se contracterait.

Du côté de l'inflation, sur la proche période, le taux d'inflation maintiendrait sa progression, à respectivement 3,3% et +2,9% en août et septembre à novembre 2020, en raison essentiellement de la poursuite de la hausse des prix des produits alimentaires et du pétrole, dans un contexte où les marchés seront insuffisamment approvisionnés par les produits locaux. Pour l'ensemble de l'année 2020, le taux d'inflation s'établirait à +2,2%, après une réalisation de -0,7% en 2019, sous l'influence de la fermeté des prix des produits alimentaires et de la reprise des cours du pétrole.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1 Activité économique dans le monde

En juillet 2020, l'activité économique mondiale a poursuivi sa tendance haussière entamée depuis mai 2020, malgré l'aggravation de la situation sanitaire. Aux **États-Unis**, la production industrielle a augmenté pour le troisième mois consécutif (+3,0% après +5,7% en juin 2020), en lien avec la fin des perturbation des chaînes d'approvisionnement et le regain de la demande, notamment au niveau du secteur automobile. Les dépenses de consommation des ménages restent sur un profil haussier (+1,9% en juillet, après +6,2% en juin). Dans la **zone euro**, l'activité économique est restée dynamique au mois de juillet quoique d'ampleur plus faible par rapport à juin. A cet effet, l'activité du secteur privé est marquée par une forte expansion (l'indice PMI composite ressortant à 54,9 points contre 48,5 points). Parmi les principales économies de la zone euro, la France (57,3 points contre 51,7 points) et l'Allemagne (55,3 points contre 47,0 points) enregistrent de meilleures performances. L'**économie britannique** renforce sa reprise en juillet 2020, en lien avec la bonne tenue de la demande intérieure, tirée à la hausse par les mesures de soutien budgétaire. En effet, les ventes de détail ont poursuivi sur leur tendance haussière entamée en mai 2020 (+3,6% après des hausses record de 12,3% et 13,9% en mai et juin 2020). Au **Japon**, la reprise économique se confirme après plusieurs mois désastreux liés à la pandémie, en lien avec le regain de dynamisme de la production industrielle et l'amélioration de la confiance des consommateurs. En effet, la production industrielle s'est accrue de 8,0% en juillet après un rebond de 1,9% le mois précédent, sous l'essor de l'automobile et de la sidérurgie. Le soutien en espèces du gouvernement nippon, ayant compensé la baisse de salaires, a renforcé la confiance des consommateurs (+1,1 point). L'atonie du commerce international, signe que le chemin de la reprise économique mondiale sera long et incertain, a réduit les performances de l'économie du Japon durant le mois de juillet 2020.

Au niveau des pays émergents, l'activité économique continue sur sa tendance haussière, avec l'ouverture des économies à travers le monde et les mesures de relance mises en oeuvre pour contenir les effets de la crise sanitaire. En **Chine**, l'économie consolide sa reprise, avec la hausse de la production industrielle pour un quatrième mois consécutif (+4,8% en juillet tout comme en juin). Le meilleur allant de l'activité en Chine est en phase avec la levée progressive des mesures de confinement, la forte demande étrangère de produits de santé et les mesures de soutien à l'économie. Toutefois, la reprise de la consommation privée est freinée par des craintes de résurgence des contaminations. A cet effet, les ventes de détail ont poursuivi leur repli en juillet (-1,1% après -1,8% en juin). En **Inde**, malgré l'assouplissement en début juin 2020 des restrictions sanitaires, l'activité économique continue d'évoluer sur sa tendance baissière. En effet, l'activité du secteur privé a connu une forte contraction en juillet 2020, l'indice PMI composite (37,2 points après 37,8 points en juin), étant loin du seuil de 50 points. En outre, la pandémie a contraint de nombreuses entreprises à fermer, entraînant des pertes d'emplois massives et induisant la baisse de la demande intérieure. Le **Brésil**, tirant profit de la hausse des cours des produits de base et de la demande chinoise, a renforcé sa reprise en juillet 2020. La production industrielle a augmenté de 8,0% en juillet 2020, consolidant ses hausses de mai (+8,2%) et juin 2020 (+8,9%). Cette tendance de mai à juillet 2020 de la production industrielle confirme la reprise après l'effondrement lié à la pandémie de coronavirus. L'économie a redémarré en **Afrique du Sud** depuis juin 2020, avec la levée des mesures sanitaires ayant mis à l'arrêt de pans entiers de l'économie (tourisme, mines, industries, etc.). Toutefois, la persistance de la crise sanitaire ayant occasionné la mort de 13.000 personnes au 31 août 2020 et la dégradation des conditions financières ayant aggravé l'endettement des ménages et entreprises limitent l'ampleur du rebond

de l'économie sud-africaine. La Banque centrale anticipe désormais une baisse du PIB de 7,3%, au lieu d'un repli de 7,0%, 6,1% et 0,2%, respectivement attendus en mai, avril et mars 2020. **En Russie**, l'activité économique continue sur son profil haussier, soutenu par la bonne tenue des cours du pétrole et les mesures de soutien à l'économie face à la pandémie de Covid-19. A cet effet, la production industrielle reste en nette progression (+3,4% après +2,4% en juin 2020). Dans les pays voisins de l'Union, la conjoncture économique reste en territoire négatif mais en net redressement. En particulier, au **Nigeria**, avec la hausse des cours du pétrole et la levée de restrictions d'activités liées à la pandémie de Covid-19, le secteur manufacturier amorce une tendance haussière pour s'éloigner du creux d'avril 2020 (indice PMI passant de 41,1 points en juin à 44,9 points en juillet 2020). Toutefois, au regard des contre-performances de l'économie au premier semestre 2020, la Banque centrale du pays projette un repli de l'activité économique de 3,4% en 2020.

1.2. Actions des banques centrales

Au cours de la période sous revue, les banques centrales à travers le monde continuent de maintenir, voire renforcer, l'orientation accommodante de leur politique monétaire pour contenir l'impact économique de Covid-19 et asseoir les conditions favorables pour une reprise de l'activité.

Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale américaine (FED) a, le 29 juillet 2020, lors de sa réunion ordinaire, réaffirmé son engagement à soutenir l'économie américaine face aux effets négatifs provoqués par la crise du coronavirus. A cet effet, les taux d'intérêt resteraient proches de zéro, tant que l'économie américaine n'aurait pas absorbé les chocs récents. En outre, la FED a annoncé qu'elle prolongerait plusieurs de ses facilités de crédits jusqu'à la fin de l'année. Cette décision s'applique aux programmes arrivant à échéance autour du 30 septembre 2020, notamment le dispositif de prêts aux petites et moyennes entreprises. La prolongation de trois mois facilitera la planification par les participants potentiels aux programmes et assurera leur continuité pour aider l'économie à se redresser. **En zone euro**, la Banque Centrale Européenne (BCE) a maintenu sa politique monétaire inchangée, le 16 juillet 2020. Elle a indiqué qu'elle prolongerait ses rachats mensuels d'actifs aussi longtemps que nécessaire. Le montant du Programme d'achats d'urgence pandémique (PEPP), lancé en mars 2020, demeure ainsi à 1.350 milliards d'euros. Ce nouveau plan d'achats de dettes sur les marchés vise à faire baisser les coûts de financement des Etats, des entreprises et des ménages. Le taux de dépôt reste fixé à -0,5%, le taux de refinancement à zéro et le taux de la facilité de prêt marginal à 0,25%. La BCE a, le 28 juillet 2020, prolongé jusqu'à janvier 2021 ses recommandations aux banques, afin qu'elles puissent faire face aux conséquences de la pandémie liée au nouveau coronavirus. L'institut d'émission demande notamment aux banques de ne pas verser de dividendes et de ne pas racheter d'actions jusqu'à la fin de cette période. La Banque d'Angleterre (BoE) a, le 6 août 2020, laissé inchangés ses taux directeurs à 0,1% et programme d'achats d'obligations sur les marchés à 745,0 milliards de livres sterling. La BoE anticipe désormais que l'économie ne retrouvera pas son niveau de la fin de 2019 avant la fin de 2021. Pour rappel, en mai 2020, elle avait évoqué la possibilité que ce niveau soit atteint dans le courant du second semestre de l'année prochaine. La Banque du Japon (BoJ) a maintenu son objectif de taux d'intérêt à court terme à -0,1% et son engagement à encadrer les rendements à long terme autour de zéro. La BoJ a indiqué être prête à renforcer son soutien monétaire si nécessaire, afin de juguler les effets économiques de la crise sanitaire.

Au niveau des **pays émergents**, la banque centrale chinoise a maintenu les conditions favorables de liquidité sur les marchés financiers. La Banque centrale de Russie a abaissé, le 24 juillet 2020, son taux directeur de 0,25 point de pourcentage, à 4,25%, son niveau le plus bas dans l'histoire récente de l'institution monétaire, en soutien à l'économie qui montre ses premiers signes de reprise. La Banque centrale indienne a accéléré son soutien à l'économie, en baissant de 40 points de base son principal taux directeur, à 4,0%, un plus bas niveau depuis depuis 2000. La Banque centrale du Brésil a, le 6 mai 2020, baissé son principal taux directeur de 75 points de base pour le porter à 3,00%. Pour la cinquième fois depuis le début de l'année, la Banque centrale de l'Afrique du Sud a réduit, le 23 juillet 2020, son principal taux directeur de 25 points de base, à 3,50%, en vue de faire face à la paralysie de l'économie due notamment à la pandémie à coronavirus.

Dans la sous-région ouest africaine, la Banque Centrale du Nigeria (CBN), dans le souci de stimuler une économie, affectée par la chute des prix du pétrole et la crise du Covid-19, a, le 20 juillet 2020, maintenu l'orientation accommodante de sa politique monétaire, après avoir revu à la baisse, le 28 mai 2020, son taux directeur de 100 points de base, à 12,5%. De même, la Banque du Ghana (BoG) a, lors de réunion du 27 juillet 2020, maintenu son principal taux directeur à 14,5%, après la baisse de 150 points de base intervenue le 18 mars 2020. Au niveau de la Zone CEMAC, la BEAC a décidé de maintenir inchangés ses taux d'intérêt, après le repli de 25 points de base, à 3,25% le 27 mars 2020. La BEAC a, le 22 juillet 2020, lancé des opérations de rachats de titres publics, sur le marché secondaire, pour un montant total de 600 milliards de francs CFA, sur une période de 6 mois, renouvelable au besoin.

1.3 – Marchés des matières premières

Les cours des matières premières exportées par les pays de l'Union ont renforcé leur tendance haussière durant la période sous revue, sous l'effet de la reprise de la demande mondiale. En revanche, les cours des produits alimentaires importés ont baissé, affaiblis par les bonnes perspectives de production.

Les prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'Union accusent un accroissement de 2,1%, après une réalisation de +2,2% en juin 2020, du fait du regain de la demande. En effet, depuis mai 2020, l'activité industrielle a redémarré dans les principales économies du monde, avec l'assouplissement des mesures de restrictions dues au coronavirus. Les hausses des prix concernent les produits non énergétiques (+1,8% contre -0,2% en juin 2020), accentuées par la poursuite du redressement des produits énergétiques (+5,4% contre +25,1% en juin 2020).

L'accroissement des cours des matières premières non énergétiques exportées par les pays de l'Union concerne essentiellement les métaux précieux (or : +6,4%) et les autres matières premières (coton : +4,4% et caoutchouc : +0,9%). Le repli des prix des produits alimentaires (cacao : -5,7% et noix de cajou : -1,6%) et des métaux et minéraux (uranium : -2,2%) a modéré la tendance.

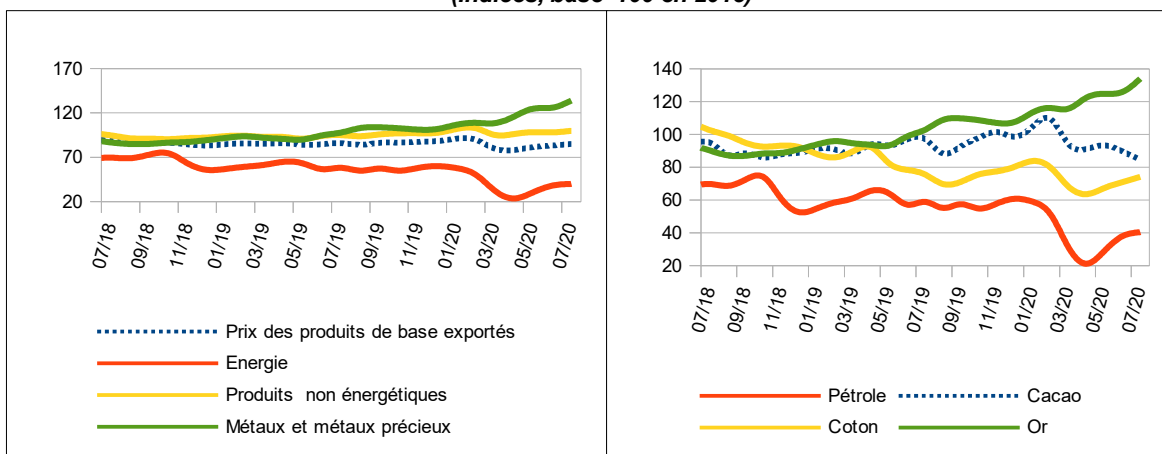
Le regain de tensions diplomatiques entre les Etats-Unis et la Chine, les incertitudes liées à la crise sanitaire et la faiblesse du dollar des Etats-Unis ont favorisé les **cours de l'or** pour atteindre un plus haut niveau historique durant le mois de juillet 2020. Les **cours du coton** ont augmenté, en raison notamment du regain de la demande chinoise et des mauvaises perspectives de récoltes. La production de coton serait impactée par les conditions météorologiques défavorables dans les principales régions de production. Les **prix du caoutchouc** ont augmenté au cours de la période sous revue, en lien avec la reprise de la

demande globale. La bonne tenue des marchés financiers a également occasionné des achats massifs de caoutchouc. Les **cours des huiles** ont progressé au cours du mois sous revue, en lien avec la baisse des stocks dans certains pays asiatiques comme la Malaisie, ainsi que de la production en Indonésie et en Malaisie. Les **prix du café** ont poursuivi leur progression au cours de la période sous revue, en lien avec la reprise de la demande mondiale, dans un contexte d'incertitude concernant la production de robusta en Asie. Cette tendance a été accentuée par les difficultés persistantes de collecte de récoltes dans certains pays d'Amérique Centrale, et le faible niveau de production pour 2020 au Brésil (inférieur aux prévisions des acteurs). Enfin, la hausse des prix **du zinc** est tirée par la reprise de la demande, notamment en provenance de la Chine.

En revanche, les prix du **cacao** ont été affaiblis par les bonnes perspectives de production, notamment en Côte d'Ivoire, dans un contexte où la demande mondiale peine à reprendre. La morosité de la demande mondiale et la disponibilité suffisante de noix de cajou ont tiré les prix de noix de cajou à la baisse. Les cours de l'uranium ont été impactés par la limitation de la demande iranienne, du fait du dépassement de stock autorisé, ainsi que de la baisse de la production de l'électricité nucléaire et de la reprise de la production d'uranium au Niger.

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA

(Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Le maintien du profil haussier des prix de l'énergie est imputable au pétrole. Les prix du pétrole ont poursuivi leur tendance haussière, en liaison avec la forte baisse de stocks de brut américain et la mise en œuvre par l'OPEP du pacte de diminution coordonnée de la production de pétrole.

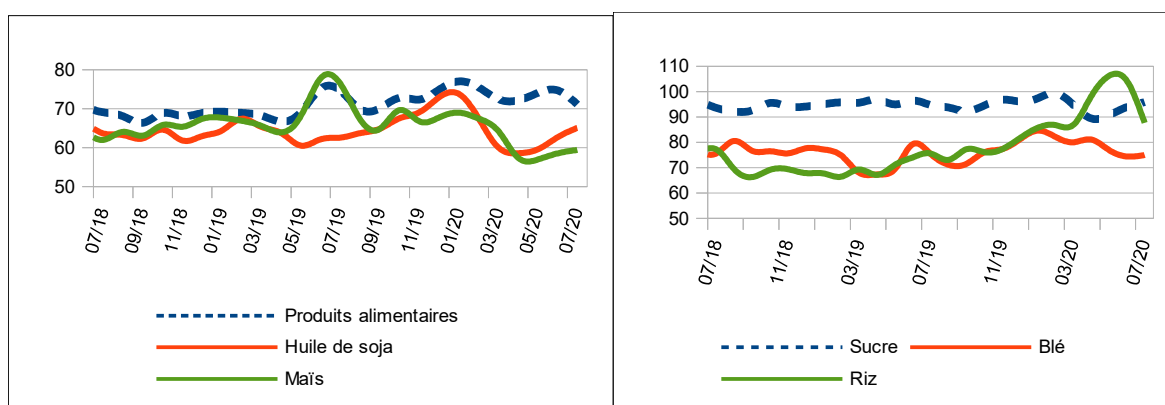
Par rapport à juillet 2019, les prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA ont baissé de 1,0%, après une réalisation de -1,9% le mois dernier. Les replis des cours concernent tous les produits de base, à l'exception de l'or (+30,3%), de l'uranium (+28,3%) et des huiles (+27,7%). Les baisses les plus importantes sont localisées au niveau de la noix de cajou (-45,7%), du pétrole brut (-31,4%), du gaz naturel (-30,0%), du caoutchouc (-18,6%), du cacao (-12,9%), du zinc (-11,0%) et du café robusta (-9,9%).

Les prix des principaux produits alimentaires importés dans l'UEMOA ont baissé de 1,3% au cours de la période sous revue, après une réalisation de +2,0% en juin 2020. Ce repli concerne uniquement le riz (-6,7%). La hausse des prix de l'huile de soja (+3,8%), du sucre (+2,1%), du maïs (+1,5%) et du blé (+0,7%) a exercé un effet modérateur.

Les **prix du riz** se sont inscrits en baisse, en lien avec les bonnes perspectives de l'offre dans les pays d'Amérique du Sud, où les conditions météorologiques sont favorables. À cet effet, la FAO a augmenté de 400.000 tonnes, ses prévisions pour 2020 par rapport à juin 2020, à 509,2 millions de tonnes de riz

En revanche, les cours internationaux de **l'huile de soja** ont augmenté, du fait du resserrement de l'offre au Brésil, l'un des principaux exportateurs mondiaux de ce produit. Les cours du **sucre** ont été soutenus par la hausse des prix de l'énergie et le recul attendu de la production de sucre, du fait de la sécheresse sévère en Thaïlande, deuxième exportateur mondial de ce produit. L'augmentation des cours du **maïs** s'explique principalement par les importants volumes achetés récemment par la Chine aux États-Unis d'Amérique. Quant aux prix du **blé**, ils ont été tirés à la hausse par l'affaiblissement du dollar des États-Unis d'Amérique et des inquiétudes relatives aux perspectives de production en Europe, dans la région de la mer Noire et en Argentine.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union
(Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2019, les prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA ont baissé de 4,7%, après un recul de 0,6% le mois dernier. Les prix sont tirés principalement par le repli des cours du maïs (-22,2%) et du blé (-0,6%). La hausse des prix du riz (+16,0%), de l'huile de soja (+4,0%) et du sucre (+1,2%) a amoindri la tendance baissière des cours des produits alimentaires.

1.4 - Marchés financiers mondiaux

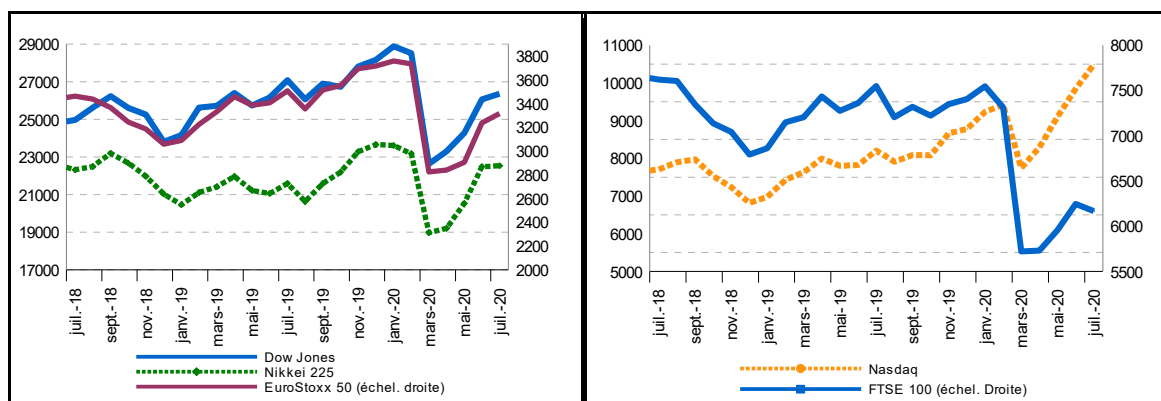
Les marchés financiers mondiaux ont renforcé, au cours du mois de juillet 2020, leur profil haussier. L'optimisme des investisseurs a été alimenté par la perspective de reprise de l'activité économique, avec l'accord trouvé sur le Fonds de relance européen, ainsi que la perspective de la mise en œuvre d'un plan de soutien à l'économie américaine. Les espoirs de développement d'un traitement contre le coronavirus, l'augmentation des ventes de véhicules en Chine et le regain d'intérêt pour les valeurs de l'énergie, technologiques et des matières premières ont accentué la tendance. Les inquiétudes suscitées par le regain de tensions entre les États-Unis et la Chine, ainsi que les risques persistants dus au coronavirus ont atténué le profil haussier des principales places financières du monde.

1.4.1. Les places boursières

Les indices boursiers internationaux se sont consolidés, dans leur ensemble, en juillet 2020, y compris ceux des pays africains (FTSE/JSE d'Afrique du Sud : +5,1% et Madex du Maroc : +0,5%), à l'exception des places de l'UEMOA (-4,2%), du Nigeria (-2,7%) et du Ghana (-2,7%), impactées par les mesures de restrictions des activités économiques prises par les Etats. Les indices Dow Jones et Nasdaq, principaux indices boursiers des Etats-Unis, ont augmenté respectivement de 1,1% et 6,6% en juillet 2020. Ils sont soutenus par les espoirs de reprise de l'activité économique, la levée des mesures de confinement ayant induit le redémarrage de l'industrie manufacturière. Les soutiens supplémentaires pour venir en aide à l'économie (nouveau plan de relance budgétaire et le soutien accru de la FED à l'économie) et les avancées significatives dans la mise en place d'un vaccin contre la Covid-19 ont accentué la tendance. Le climat d'incertitude, alimenté par le regain de tensions entre les Etats-Unis et la Chine, ainsi que les risques persistants dus au coronavirus, ont modéré le profil haussier des indices américains. En Europe, les places financières ont été portées par les perspectives d'un redressement rapide de l'économie (hausse de la production industrielle et perspective de mise en œuvre du plan de relance). La conjoncture morose du secteur des transports et des loisirs, en première ligne dans la crise de coronavirus, et la poursuite de l'envolée de l'euro ont réduit l'optimisme des investisseurs.

Ainsi, l'Euro Stoxx 50 de la zone euro s'est accru de 2,4%. Quant au FTSE 100 du Royaume-Uni, il s'est replié de 1,2% en juillet 2020. Le Nikkei 225 de la bourse du Japon a enregistré une progression mensuelle de 0,2%, en lien avec les espoirs de vaccins contre la Covid-19. Les craintes d'une reprise plus lente que prévue de l'économie mondiale aurait tiré à la baisse le marché boursier nippon.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (points)



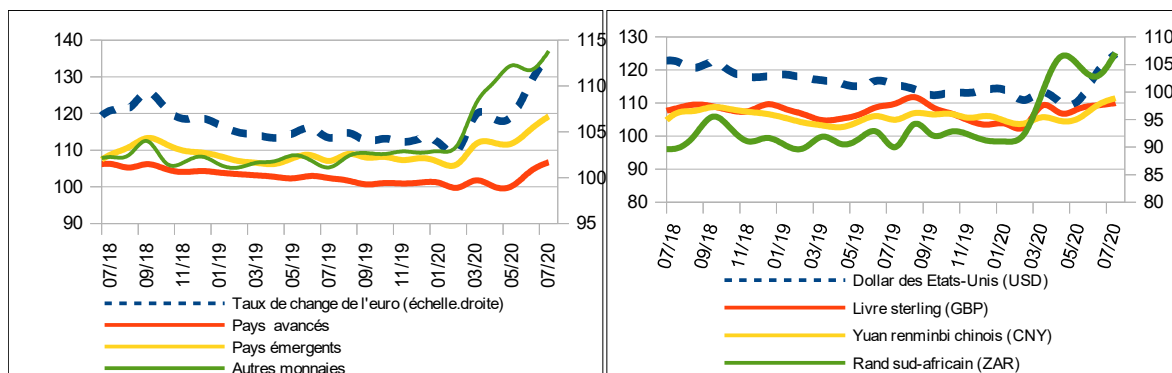
Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

La monnaie européenne s'est appréciée à l'égard des principales monnaies étrangères. Elle a été tirée par la conclusion de l'accord sur le fond de relance européen qui renforce la reprise déjà entamée des économies de la zone euro. Les craintes liées à l'émergence d'une seconde vague de la pandémie de coronavirus dans certains pays européens a exercé un effet modérateur. L'appréciation notée face aux devises des pays avancés concerne notamment le dollar des Etats-Unis (+1,8%), le dollar canadien (+1,5%), le yen japonais (+1,0%) et la livre

sterling (+0,7%). Cette tendance a été atténuée par le repli de la monnaie unique par rapport aux couronnes suédoise (-1,3%) et norvégienne (-0,7%). Au total, l'indice du taux de change de l'euro s'est accru de 1,4% vis-à-vis des devises des pays avancés.

Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises
(Indices, base 100 en 2016)

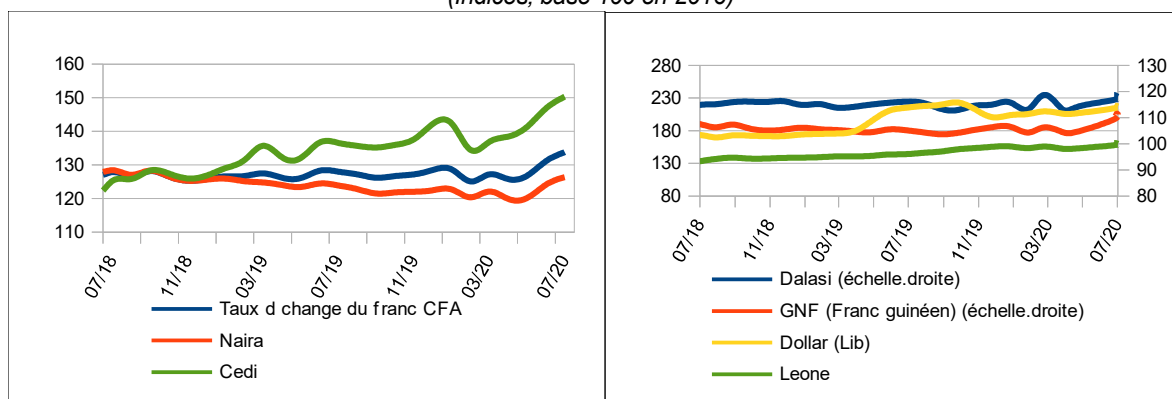


Sources : BdF, calculs BCEAO

Comparé à la même période de l'année 2019, l'indice de taux de change de l'euro par rapport aux principales devises étrangères s'est accru de 5,8%, en liaison avec l'appréciation de la monnaie européenne par rapport à celles des autres pays, dont ceux producteurs de pétrole (+25,2%), les pays émergents (8,0%) et les pays avancés (+1,8%).

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA s'est apprécié de 2,0% par rapport aux autres monnaies des pays de l'Afrique de l'Ouest. Les hausses concernent l'ensemble des monnaies de la sous-région. Les accroissements varient de +1,6% pour le dalasi gambien à 2,5% pour le franc guinéen, dont 2,4% pour le cedi ghanéen et 1,8% pour le naira nigérian. Cette situation traduit la hausse de la monnaie d'ancrage et la rareté du dollar américain, du fait de la baisse continue des réserves extérieures, notamment au Nigeria.

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est renforcé de 4,5%, avec des hausses allant de 1,6% pour le dollar libérien à 11,9% pour le leone, dont 2,0% par rapport à la devise nigériane, 6,6% face à la monnaie guinéenne et 10,1% devant le cedi ghanéen.

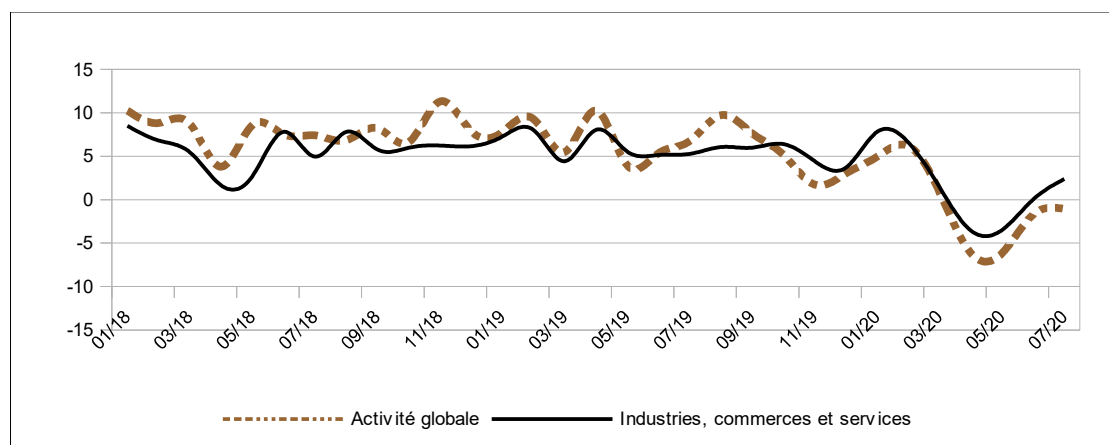
II. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DANS L'UEMOA

2.1. Production de biens et services

Les indicateurs récents de la conjoncture font ressortir un regain de dynamisme de l'activité économique au titre du mois de juillet 2020, du fait de la conjoncture favorable au niveau des secteurs de la production industrielle (+5,1% contre +2,4% en juin), des activités commerciales (+6,8% contre +11,5%) et des services marchands non financiers (+3,9% tout comme en juin). Cette situation s'explique par l'assouplissement des mesures de restrictions prises par les Etats pour contenir la propagation de Covid-19, ainsi que des retombées des efforts de soutien des Etats et de la BCEAO. En effet, le taux de croissance des activités hors secteurs primaire et administrations s'établirait à +1,8% après une réalisation de +4,1% en juin 2020. La hausse de l'activité dans les secteurs susvisés a été atténuée par la poursuite du repli au niveau des bâtiments et travaux publics (-3,5% contre -3,6%) et la baisse intervenue au niveau de l'intermédiaire financière (-4,2% contre +2,7%). Les performances, d'un mois à l'autre, sont localisées au Bénin (+9,6% contre +2,0%), au Togo (+4,7% contre +5,5%), au Burkina (+3,1% contre +5,4%) et en Guinée-Bissau (+0,1% contre -3,0%). Les baisses notées au Mali (-6,8% contre +9,4%), au Sénégal (-5,3% contre +4,8%), au Niger (-0,7% contre +3,3%) et en Côte d'Ivoire (-0,5% contre +14,0%) ont exercé un effet modérateur.

Par rapport à la même période de l'année passée, les activités hors secteurs primaire et administrations baissent de 1,1% en juillet, après une réalisation de -1,7% en juin. Sur les sept premiers mois de l'année, l'activité économique hors secteur primaire et administrations recule de 0,4% par rapport à la même période de l'année passée. La hausse de 4,0% du premier trimestre n'a pas suffi pour compenser les baisses intervenues depuis l'apparition de la pandémie.

Graphique 6 : Évolution de l'activité économique, hors secteur primaire et administration
(en glissement annuel %)



Source : BCEAO

2.1.1 - Production industrielle

L'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), a poursuivi la tendance haussière, entamée en mai dernier, avec un accroissement de 5,1% en juillet, après celui de 2,4% en juin 2020. L'orientation de l'activité industrielle est le reflet de la hausse notée au niveau de la production manufacturière, atténuée par le repli des activités extractives et de production d'énergie.

L'orientation favorable des activités manufacturières est attribuable essentiellement à la hausse des produits chimiques (Côte d'Ivoire, Burkina et Bénin), de caoutchouc et matières plastiques (Côte d'Ivoire et Bénin), des produits alimentaires (Togo, Sénégal, Mali, Côte d'Ivoire et Burkina) et de textiles (Côte d'Ivoire et Bénin). Cette tendance a été amoindrie par le repli des produits pétroliers raffinés (Sénégal, Niger et Côte d'Ivoire).

En revanche, les activités extractives ont diminué, en lien avec la mauvaise orientation de l'extraction d'uranium au Niger, des autres minerais (Côte d'Ivoire, Sénégal et Togo) et d'or (Burkina, Côte d'Ivoire et Sénégal). La hausse de la production de pétrole brut et de gaz naturel en Côte d'Ivoire a modéré la tendance. La baisse de la production d'énergie est enregistrée dans cinq pays de l'Union (Sénégal, Togo, Guinée-Bissau, Burkina et Bénin).

**Tableau 1 : Evolution de l'indice de la production industrielle, données CVS
(contribution en point de pourcentage)**

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2018	2019		2020		2020	
	juillet	juillet	déc	juin	juillet.(*)	juin	juillet.(*)
Production des activités extractives	-4.3	-1.9	0.8	0.7	-0.6	-1.4	1.8
dont pétrole brut et gaz naturel	-0.7	0.6	-0.5	0.1	1.0	-1.3	-0.5
Industries manufacturières	3.2	6.2	-2.8	0.9	5.8	-1.0	-1.7
dont produits alimentaires et boissons	1.6	4.5	-3.1	2.1	3.3	-0.2	-1.1
textiles	1.0	1.2	0.9	0.2	1.1	0.4	0.3
produits pétroliers raffinés	-0.6	-0.6	0.3	-0.1	-0.9	-0.6	-0.8
Electricité, eau et gaz	-0.1	0.3	0.4	0.8	-0.1	0.5	0.5
Indice Général	-1.2	4.6	-1.6	2.4	5.1	-2.5	1.7

Source : BCEAO,

(*) données provisoires

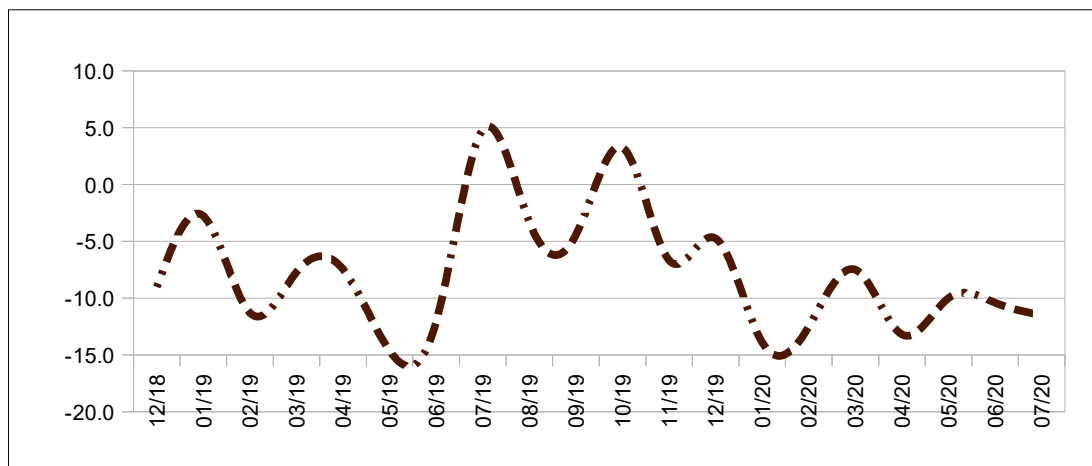
En glissement annuel, la production industrielle a renoué avec la tendance haussière, après trois mois consécutifs de baisse, avec une augmentation de 1,7% en juillet 2020, après une réalisation de -2,5% en juin 2020. L'activité industrielle est essentiellement tirée par la fabrication de caoutchouc et matières plastiques, des produits métallurgiques de base et des ouvrages en métaux, ainsi que l'extraction d'or et d'uranium. Cette tendance a été atténuée par la baisse de la production des produits alimentaires et boissons, ainsi que des autres produits minéraux non métalliques. Par pays, la hausse de la production, d'une année à l'autre, est observée dans l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception du Mali et du Sénégal, avec une nette accélération au Burkina et en Côte d'Ivoire.

2.1.2 - Bâtiments et travaux publics

Au cours du mois de juillet 2020, l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état de la poursuite de la baisse de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP). L'indice synthétique de conjoncture, qui résume le sentiment des acteurs des BTP, s'est replié pour s'enfoncer en territoire négatif, passant de -10,4 en juin 2020 à -11,5 en juillet 2020. Le repli de l'activité dans les BTP serait lié à la diminution de la demande de travaux (baisse de signatures de nouveaux contrats ayant conduit au recul de nouveaux travaux), à la détérioration des conditions d'approvisionnement (hausse des coûts d'exploitation et rareté de la main d'oeuvre) et à la baisse des crédits pour motif d'investissement.

Par rapport à la même période de l'année précédente, une baisse du volume de l'activité a été observée dans l'ensemble des compartiments des bâtiments et travaux publics. Tous les Etats membres de l'UEMOA sont concernés par ce repli, à l'exception du Sénégal, du Mali et du Niger où les chefs d'entreprise ont indiqué une nette amélioration de l'activité.

Graphique 7 : Evolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA (en point)



Source : BCEAO

2.1.3- Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires (ICA) du commerce a poursuivi sa tendance haussière, en variation mensuelle, avec un accroissement de 6,8% en juillet 2020, après une réalisation de +11,5% en juin 2020. Le redressement de l'activité dans le commerce de détail est principalement lié à celui des ventes des produits alimentaires (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire et Togo), des équipements de logement (dans tous les pays de l'Union, sauf le Niger et le Sénégal), de véhicules automobiles neufs (Bénin, Côte d'Ivoire, Niger, Sénégal et Togo) et de parfumerie et produits de beauté (Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau et Sénégal). Cette évolution a été atténuée par la baisse des achats des produits pétroliers (Bénin, Burkina, Guinée-Bissau, Sénégal et Togo) et pharmaceutiques (tous les pays de l'Union, à l'exception du Niger et de la Guinée-Bissau). L'accroissement des activités du commerce de détail, observé d'un mois à l'autre à l'échelle de l'Union, est localisé en Côte d'Ivoire (+9,5% contre +5,4%), au Burkina (+6,4% contre -3,6%) et au Togo (+5,2% contre +11,9%). Les baisses notées au Bénin (-16,4%), au Niger (-9,1%), en Guinée-Bissau (-1,6%), au Sénégal (-1,0%) et au Mali (-0,3%) ont exercé un effet modérateur.

En glissement annuel, le taux d'évolution de l'indice du chiffre d'affaires (ICA) du commerce a poursuivi sa tendance baissière, passant de -6,9% en juin 2020 à -7,1% en juillet 2020. La baisse de l'activité dans le commerce de détail est principalement liée à celle des ventes des produits pétroliers des produits alimentaires et des produits pharmaceutiques. De façon générale, le repli des activités du commerce de détail est localisé au Mali (-16,5%), au Sénégal (-14,9%), au Togo (-6,0%) et en Côte d'Ivoire (-5,7%), atténué par des hausses enregistrées dans les autres pays de l'Union.

Tableau 2 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires, données CVS (point de %)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2018	2019		2020		2020	
	juillet	juillet	déc	juin	juillet.(*)	juin	juillet.(*)
Produits de l'alimentation	5.4	1.4	2.5	-1.3	5.9	-2.7	-3.5
dont autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	6.1	1.9	0.4	-2.9	8.2	-3.2	-2.0
Equipement de la personne	0.1	-0.5	-0.3	0.8	-0.6	-0.3	-0.1
dont textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0.1	-0.5	-0.3	0.8	-0.6	-0.3	-0.1
Equipement de logement	0.1	2.8	0.2	-1.7	3.4	0.0	0.1
Automobiles, motocycles et pièces détachées	1.5	0.0	1.6	1.0	0.9	0.7	0.7
dont véhicules automobiles neufs	1.4	-0.1	-0.7	0.3	1.5	-0.1	0.7
Produits pétroliers	0.0	-1.0	-4.6	5.8	0.2	-5.6	-4.3
Produits pharmaceutiques et cosmétiques	-0.6	-0.1	-1.8	3.8	-1.0	0.3	-0.3
dont produits pharmaceutiques et médicaux	-0.6	0.0	-1.7	4.0	-0.9	0.4	-0.3
Produits divers	-1.3	-1.4	-0.2	3.0	-2.1	0.6	0.4
INDICE GLOBAL	5.2	1.2	-2.6	11.5	6.8	-6.9	-7.1

Source : BCEAO

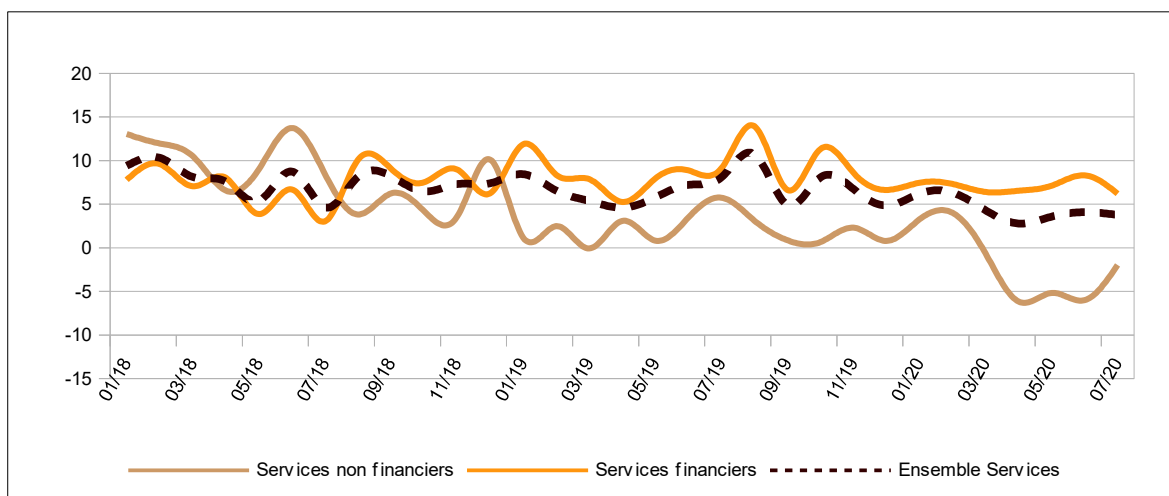
(*) données provisoires

2.1.4 - Services marchands

Selon les opinions des chefs d'entreprise, la conjoncture économique en juillet 2020 a renoué avec la tendance baissière, malgré la poursuite du redressement des services non financiers. Cette contre-performance est imputable à la baisse du volume global des ventes, notamment sur le compartiment extérieur du marché. Le chiffre d'affaires des entreprises du secteur s'est replié de 2,0% en juillet 2020, après une réalisation de +3,0% en juin 2020. Les baisses concernent le Mali (-11,8%), le Sénégal (-5,9%), le Niger (-3,0%), le Burkina (-0,8%) et le Bénin (-0,4%). Les hausses observées au Togo (+8,8%), en Côte d'Ivoire (+2,9%) et en Guinée-Bissau (+0,5%) ont exercé un effet modérateur. La mauvaise orientation de la conjoncture concerne les services financiers (-4,2% contre +2,7%), ceux non financiers ayant poursuivi sur leur trend haussier (+3,9% tout comme en juin). Le repli du chiffre d'affaires relatif à l'intermédiation financière est en ligne avec la baisse des mises en place de crédits (-10,0%), dans un contexte où les banques ont augmenté leurs achats de titres publics (+34,3%) et le niveau de soumissions aux guichets de la Banque Centrale restant élevé (+0,9%, à 5.175,5 milliards en juillet 2020).

En glissement annuel, l'activité des services marchands a maintenu une tendance haussière (+3,8% contre +4,1%), la baisse des services non financiers (-4,1% contre -4,9%), de moindre ampleur, a été plus que compensée par la hausse des services financiers (+9,1% contre +9,0%). L'accroissement du chiffre d'affaires des services est observé dans tous les pays de l'UEMOA, à l'exception du Mali (-9,7%), où la crise sociopolitique a négativement impacté l'activité des banques. Les hausses les plus importantes ont concerné le Bénin (+9,0%), la Côte d'Ivoire (+7,5%), le Burkina (+4,9%), la Guinée-Bissau (+3,8%) et le Togo (+3,6%).

Graphique 8 : Evolution de l'activité dans le secteur des services marchands de l'UEMOA (en variation annuelle %)



Source : BCEAO

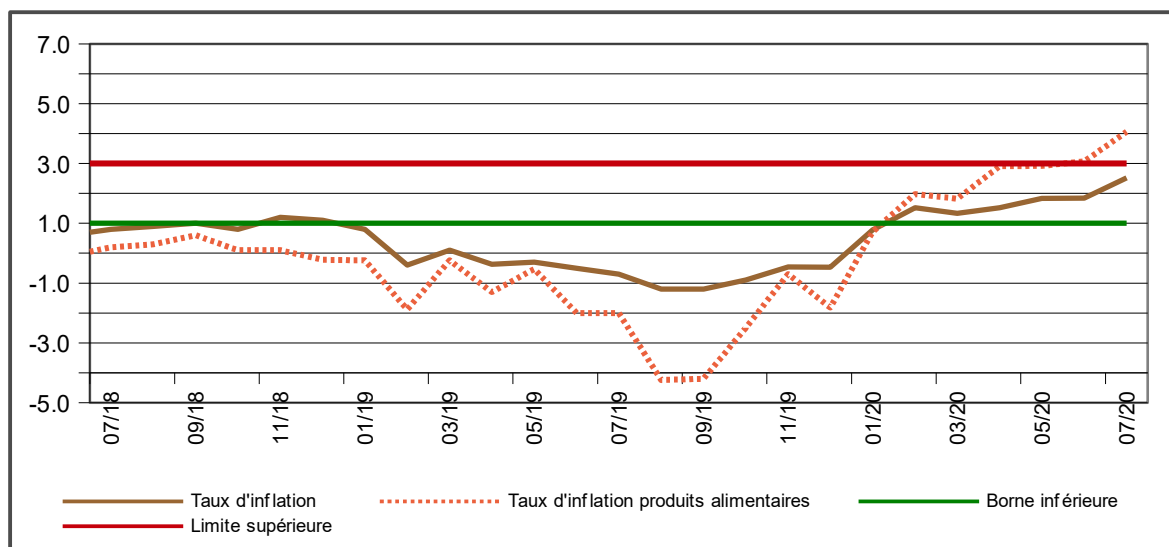
2.2 – Inflation

L'inflation a poursuivi sa tendance haussière dans les pays de l'Union, en liaison notamment avec la hausse des prix des produits alimentaires.

Sur la base des données officielles des Etats, le taux d'inflation est ressorti, en glissement annuel, à 2,5% à fin juillet 2020, après une réalisation de +1,8% le mois précédent. La fermeté des prix à la consommation est notamment imputable à la composante « alimentaires », dont la contribution à l'inflation totale est passée de 1,4 point de pourcentage à fin juin 2020 à 1,9 point de pourcentage à fin juillet 2020. La progression des prix des produits alimentaires, observée dans l'ensemble des pays de l'Union, est en rapport avec un renchérissement des légumes frais, ainsi que des tubercules et plantains, induit par la perturbation des circuits de distribution engendrée par la pandémie de la Covid-19. En particulier, une augmentation des prix des céréales a été enregistrée dans les pays sahéliens, au Niger (+32,0%), au Burkina (+26,0%) et au Mali (+10,%), en rapport notamment avec la baisse de la production agricole.

Le rythme de progression du niveau général des prix est imputable également à la composante « Restaurants et Hôtels », où la contribution à l'inflation totale est passée de 0,0 point de pourcentage en juin 2020 à 0,2 point de pourcentage en juillet 2020, en lien avec la hausse des prix de prestations de services dans certains pays de l'UEMOA (Bénin, Niger et Togo).

Graphique 9 : Evolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les produits dont les prix sont les plus volatils, s'est établi, en glissement annuel, à 1,7% en juillet 2020, après une réalisation de 1,6% le mois précédent.

III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITE ET SITUATION MONETAIRE

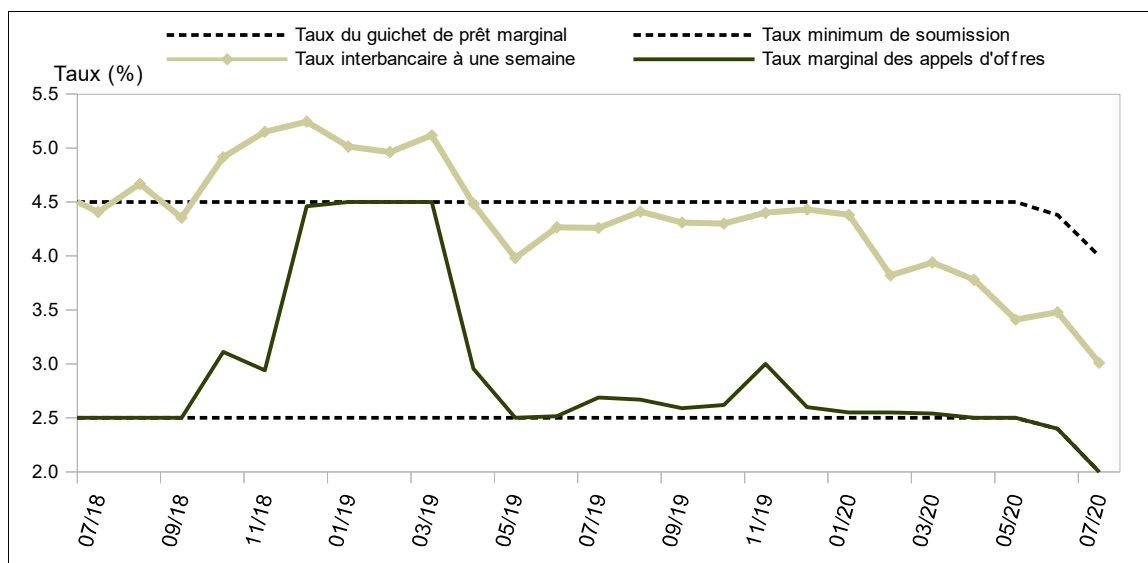
Les taux d'intérêt sur le marché monétaire et les tensions de trésorerie au niveau des banques ont fortement baissé. Cette situation s'explique notamment par la récente baisse à 2% des taux directeurs du marché monétaire et la décision de la BCEAO de satisfaire tous les besoins exprimés par les banques à ce taux. Ces évolutions ont affecté les conditions de banque, avec le maintien du coût faible du crédit, ainsi que du volume satisfaisant des concours des banques à l'économie réelle.

3.1 Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire

Durant le mois de juillet 2020, la BCEAO a poursuivi la mise en œuvre de ses mesures prises depuis mars 2020 pour contrer les effets néfastes de la pandémie sur l'activité économique. Elle a en outre réduit de 50 points de base son taux directeur à 2,0%. Le maintien de ses adjudications au taux fixe de 2,00% a notamment permis d'induire une détente des taux sur le marché monétaire, en dépit des incertitudes causées par la crise sanitaire sur l'activité économique et financière. En effet, le taux moyen pondéré des adjudications à une semaine s'est établi à 2,00%, après un niveau de 2,40% en juin 2020. De même, sur le guichet à un mois, le taux moyen demeure à 2,00%, en baisse de 40 points de base par rapport à juin 2020.

Sur le marché interbancaire, les taux se sont également détendus. En effet, le taux d'intérêt moyen pondéré sur le compartiment à une semaine est ressorti à 2,83%, soit un repli de 41,0 points de base. Sur l'ensemble des maturités, le taux est ressorti à 3,01%, en recul de 47 points de base, se situant également en dessous du taux de prêt marginal et à son plus bas niveau depuis 2018.

Graphique 10 : Evolution mensuelle des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2- Taux d'intérêt débiteurs

L'enquête sur les conditions de banques laisse apparaître une hausse des taux d'intérêt débiteurs au cours du mois sous revue. Hors charges et taxes, le taux moyen calculé à l'échelle de l'Union est ressorti à 6,87% en juillet 2020, contre 6,84% en juin 2020, soit un accroissement de 3,0 points de base (pdb), après une hausse plus importante le mois précédent (+43,6 pdb).

Tableau 3 : Evolution des taux débiteurs moyens des banques de l'UEMOA selon la nature et l'objet du crédit (%)

	Niveau moyen mensuel						Variation mensuelle (en points de base)	
	2017	2018	2019		2020		2020	
	juillet	juillet	juillet	déc	juin	juillet.(*)	juin	juillet.(*)
Taux débiteur global	7.13	6.75	6.84	6.64	6.84	6.87	43.64	2.99
Particuliers	8.81	8.33	8.03	6.78	7.27	7.48	-69.83	21.56
Entreprises individuelles	7.17	6.94	6.94	7.62	7.78	8.65	132.83	86.79
Entreprises privées du secteur productif	6.84	6.36	6.51	7.02	6.59	6.51	52.62	-8.14
Clientèle financière	8.06	8.13	7.86	8.13	7.42	6.72	211.62	-69.72
Sociétés d'Etat et EPIC	6.83	6.58	6.19	1.93	5.56	5.45	14.89	-11.29
Trésorerie	6.74	6.08	6.28	6.40	6.25	6.44	50.42	18.12
Consommation	8.43	8.22	8.35	8.47	7.43	7.54	-70.81	10.91
Equipement	7.63	7.91	7.59	6.99	7.91	8.02	41.73	10.35
Exportation	7.55	5.98	6.66	6.97	8.17	7.78	4.56	-39.71
Habitation	8.33	8.19	7.80	6.31	7.40	7.20	-13.26	-19.78

Source : BCEAO

(*) données provisoires

Suivant la nature du débiteur, les taux d'intérêt ont augmenté au niveau des concours accordés aux entreprises individuelles, aux divers débiteurs (ONG, amicales, syndicats, etc.) et aux particuliers. La baisse du coût du crédit notée au niveau à la clientèle financière, des coopératives et groupements villageois, ainsi que des assurances et caisses de retraite a modéré la tendance.

L'analyse suivant l'objet du crédit indique que l'accroissement des taux débiteurs est localisé au niveau des crédits de trésorerie, de consommation et d'équipement, atténué par le repli du coût des avances à l'exportation, à l'habitation et autres utilisations.

3.3. Liquidité bancaire

Au cours du mois de juillet 2020, la liquidité propre des banques s'est dégradée de 233,8 milliards, en lien avec les émissions de transferts à destination de l'étranger, dont le solde est ressorti déficitaire de 223,3 milliards, le retrait des billets aux guichets des banques (-167,3 milliards) et la baisse des concours de la BCEAO (-133,6 milliards). Le solde positif des opérations avec les Etats et autres facteurs nets (+290,7 milliards), en lien notamment avec le paiement d'échéances d'effets publics, a exercé un effet modérateur.

Tableau 4 : Facteurs explicatifs de l'évolution de la liquidité des banques

	(en milliards)		
	juil-19 / juin-19	juin-20 / mai-20	juil-20 / juin-20
Circulation fiduciaire (1)	0.0	-193.7	167.6
Transferts nets des banques (2)	-264.7	-178.9	-223.3
Opérations des États avec les banques et autres facteurs nets (3)	195.4	91.5	290.7
Position structurelle de liquidité (4) = (2) + (3) – (1)	-69.3	106.3	-100.2
Réserves obligatoires (5)	7.4	6.3	31.8
Hausse (+) ou baisse (-) des besoins de liquidité (6) = (5) – (4)	76.7	-100.1	132.0
Refinancements (7)	145.9	5.8	-133.6
Variation de la liquidité bancaire (8) = (4) + (7)	76.6	112.1	-233.8

Source : BCEAO

L'analyse de la mise en œuvre du dispositif des réserves obligatoires, au terme de la période de constitution échue le 15 juillet 2020, fait apparaître une situation excédentaire pour les banques de l'Union par rapport aux réserves requises. Les réserves libres des banques, évaluées sur la période, sont ressorties à 1.472,4 milliards, soit 190,8% des réserves requises. Le niveau des réserves des banques de l'Union est en hausse de 167,4 milliards ou 7,5% par rapport à la situation du mois précédent.

Tableau 5 : Répartition des refinancements suivant les guichets¹

Valeurs en milliards	Encours			Variations	
	juil-19	juin-20	juil-20	juin-20/mai-20	juil-20/juin-20
Guichet hebdomadaire	3,685.5	3,552.7	3,444.0	94.9	-108.7
Guichet mensuel	720.0	1,680.1	1,718.0	-41.2	37.9
Guichet de prêt marginal	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Guichet spécial de refinancement	0.0	818.8	756.1	36.3	-62.8
Autres refinancements	0.0	0.0	0.0	-84.3	0.0
Refinancement total de la Banque Centrale	4,408.5	6,051.7	5,918.1	5.8	-133.6

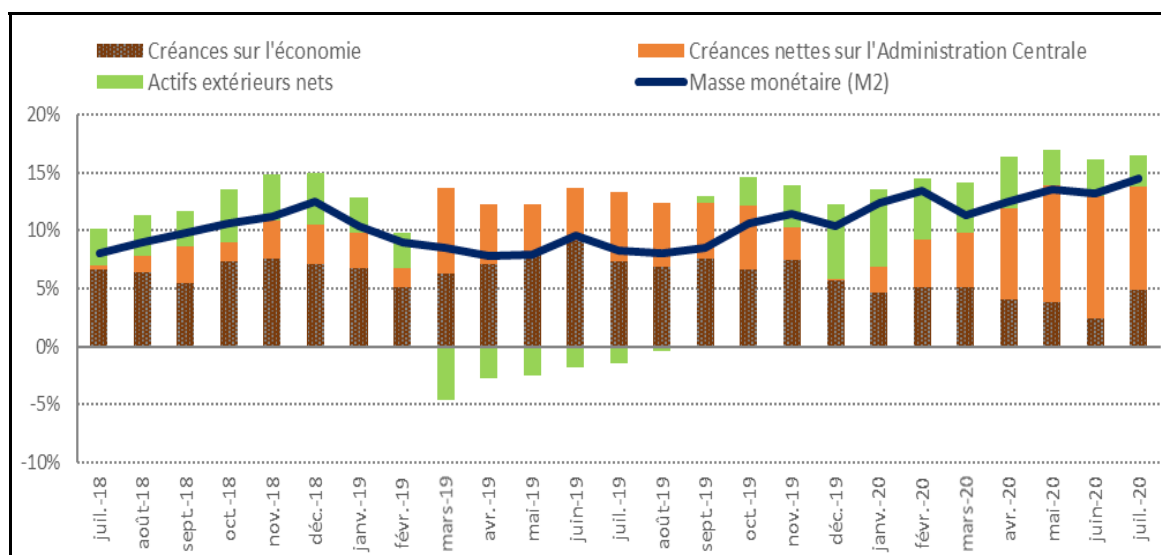
Source : BCEAO

En lien avec l'orientation des facteurs autonomes, les désengagements des banques envers la Banque Centrale en juillet 2020 ont augmenté de 133,6 milliards, après un accroissement de 5,8 milliards en juin 2020.

3.4 Situation monétaire

La situation monétaire de l'Union à fin juillet 2020 est marquée par une progression, en glissement annuel, de la masse monétaire (+14,5%), en nette accélération par rapport à la situation de juin (+13,2%). Cette évolution est portée par l'accroissement des créances des institutions de dépôt sur les secteurs résidents (+3.866,3 milliards) et de leurs acquisitions nettes d'actifs extérieurs (+ 766,5 milliards). Les dépôts se sont accrus, en glissement annuel, de 12,9% et la circulation fiduciaire s'est améliorée de 19,9%.

Graphique 11 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

¹ NB : Les données des encours ne concernent que les banques

3.4.1 Les Actifs Extérieurs Nets des institutions de dépôt

D'une année à l'autre, les Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt de l'Union ont augmenté de 766,5 milliards, soit 14,7%, en liaison essentiellement avec l'accroissement des AEN de la BCEAO (+678,0 milliards), l'augmentation des AEN des banques étant limitée (+88,6 milliards). Cette dynamique a été particulièrement soutenue par les mobilisations de ressources extérieures effectuées par les Etats pour faire face à la crise sanitaire, atténuée par la contraction de nouveaux engagements. En particulier, les tirages sur les ressources du FMI ont induit une hausse de 1.176,8 milliards des avoirs en DTS. Les autres levées de fonds auprès des bailleurs internationaux et les encaissements de recettes d'exportation par les banques ont également contribué à améliorer le solde des dépôts inclus dans les réserves de change de 337,0 milliards.

Ces évolutions, associées aux plus-values des actifs en or (+311,6 milliards), ont entraîné une hausse de 1.921,4 milliards des réserves de change de la Banque Centrale. Le taux de couverture de l'émission monétaire est toutefois ressorti à 73,7% (-1,6 point), en lien avec l'orientation accommodante de la politique monétaire de la Banque Centrale dans le contexte de la crise sanitaire. Cette bonne dynamique des réserves a permis de maintenir leur couverture en mois d'importations à un niveau de plus de 6,0 mois, pour un cinquième mois consécutif.

3.4.2 Les créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en glissement annuel, de 12,7%, pour s'établir à 34.318,2 milliards, en liaison avec la hausse des créances sur les administrations publiques centrales (APUC) et celles sur l'économie.

Tableau 6 : Situation monétaire à fin juillet 2020

(Encours en fin de période, en milliards de FCFA sauf indication contraire)

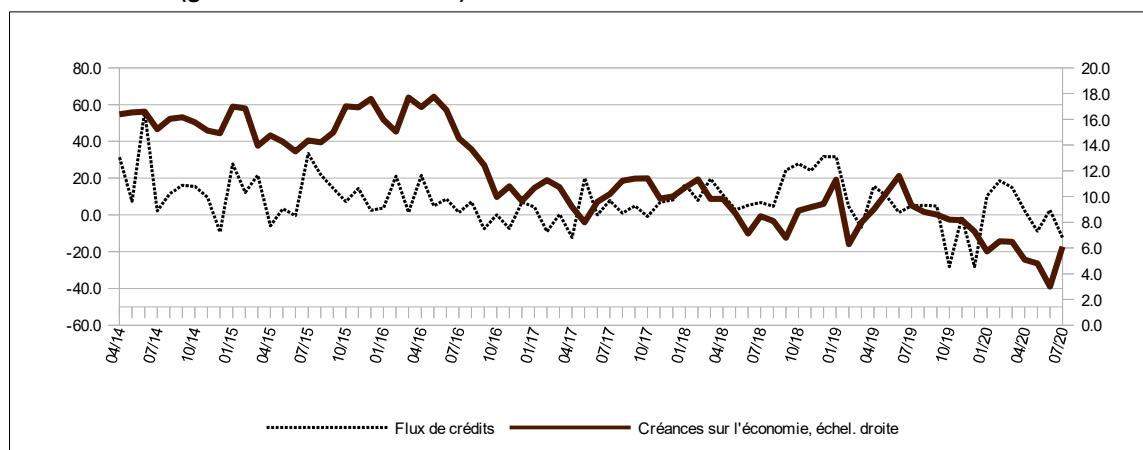
	Dec-19	Jul-19	Jun-20	Jul-20	juillet-20			
					Mensuelle (3)	(4)/	Annuelle (4)/(2)	
					(1)	(2)	(3)	(4)
Masse monétaire	30,600.5	28,063.2	32,161.4	32,134.5	-26.9	-0.1	4,071.3	14.5
Actifs extérieurs nets	6,939.4	5,223.0	6,411.0	5,989.5	-421.5	-6.6	766.5	14.7
Créances intérieures	31,626.3	30,451.9	34,126.1	34,318.2	192.1	0.6	3,866.3	12.7
Créances nettes sur APUC*	8,118.1	8,170.5	10,779.3	10,677.6	-101.7	-0.9	2,507.1	30.7
Créances sur l'économie	23,508.2	22,281.4	23,346.8	23,640.5	293.7	1.3	1,359.1	6.1

Source : BCEAO (*) APUC : Administrations Publiques Centrales

Le taux de croissance des créances sur l'économie s'est établi à +6,1% contre +4,8% un mois plus tôt et +9,3% à la même période de l'année 2019. Le ralentissement des crédits à l'économie, déjà perceptible en avril 2020, à la suite de la crise de la COVID-19, s'est donc inversé au cours du mois de juillet 2020.

En particulier, les crédits aux ménages et aux entreprises privées ont été plus performants. Le crédit bancaire accordé aux ménages a augmenté de 9,9% ou 650,9 milliards, en glissement annuel. Pour les entreprises privées, les crédits ont enregistré un rythme de progression annuel de 5,5% ou 688,4 milliards. En effet, les mesures de la Banque Centrale et les mécanismes de garanti mis en place par les Etats ont permis aux banques d'assurer la poursuite du financement de l'économie.

Graphique 12 : Evolution comparée de nouvelles mises en place de crédits bancaires et des créances sur l'économie (glissement annuel en %)



Source : BCEAO

La hausse du rythme de progression des créances sur l'économie entre juin et juillet 2020 (+6,1% contre +3,0% en juin) n'est pas en phase avec le repli de nouvelles mises en place de crédits. En glissement annuel, les nouveaux concours bancaires ont reculé de 12,4% en juillet 2020, après un accroissement de 2,7% en juin.

Sur une base mensuelle, les crédits nouvellement mis en place ont baissé de 10,0%, après une réalisation de +13,8% en juin et -9,8% en mai 2020. Ainsi, le cumul mensuel, toutes maturités confondues, est estimé à 1.178,1 milliards en juillet 2020, après un niveau de 1.309,3 milliards le mois dernier, en lien avec le repli des crédits à la clientèle financière, aux sociétés d'Etat et établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC), aux entreprises individuelles et à celles privées du secteur productif. Quant aux dépôts mobilisés par les banques de l'UEMOA, ils ont enregistré une hausse de 8,1% en juillet 2020, en ressortant à 823,3 milliards contre 761,4 milliards le mois précédent. L'augmentation du volume des dépôts bancaires est imputable notamment aux entreprises individuelles, aux entreprises privées du secteur productif et aux EPIC. La baisse relevée au niveau des dépôts des Etats et organismes assimilés, des coopératives et groupements villageois et des particuliers a modéré la tendance. S'agissant du volume moyen hebdomadaire des opérations sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, il s'est établi à 278,8 milliards, en hausse de 17,8% par rapport à juin 2020. Dans ce contexte, les concours de la BCEAO aux banques se sont renforcés de 1,3%, en passant de 5.970,9 milliards à 6.050,4 milliards en juillet 2020. Cette situation est intervenue au moment où les banques ont maintenu leurs demandes de liquidités (+0,9%), sur le guichet hebdomadaire (+0,2%) et le guichet mensuelle (+2,3%).

En ce qui concerne les administrations centrales publiques, leurs recours au marché régional pour la couverture d'une partie de leurs dépenses liées à la crise a accru leurs engagements vis-à-vis des banques. En variation annuelle, les créances nette institutions de dépôt sur l'administration centrale sont ressortie à 2.507,1 milliards en juillet 2020. En particulier, les financements sous forme de titres publics se sont accrus de 3.408,3 milliards, en lien notamment avec les souscriptions des banques aux bons Covid-19.

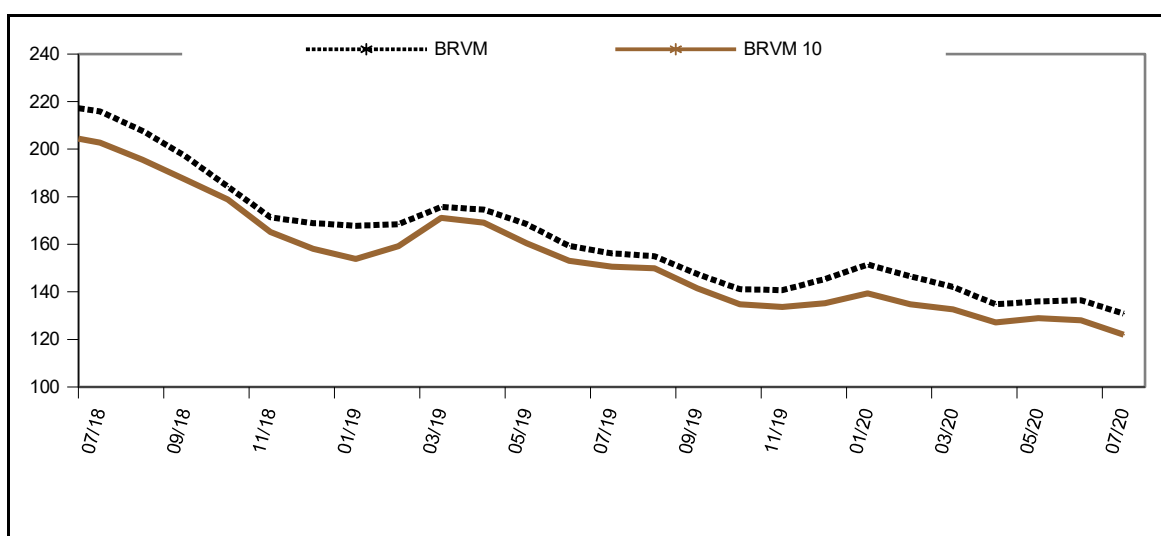
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

Les activités du marché boursier régional ont baissé en juillet 2020. En revanche, les Etats ont accru leurs interventions sur le marché de titres de dette publique.

4.1 Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les principaux indicateurs d'activité du marché se sont repliés. L'indice BRVM 10 et celui du BRVM composite ont diminué de 4,7% et 4,6% respectivement, s'établissant à 122,0 points et 130,8 points en juillet 2020. Cette évolution est en lien avec les mauvaises performances, notamment dans les secteurs de l'agriculture et de la distribution. Parallèlement, la capitalisation boursière a baissé de 2,6% d'un mois à l'autre, dont 5,3% au titre des actions et 0,4% au titre des obligations.

Graphique 13 : Evolution des indices boursiers de la BRVM (points)



Source : BRVM

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 10 ont reculé respectivement de 16,2% et 19,0%, d'ampleur plus importante que le repli enregistré le mois précédent. Les plus fortes baisses sont notées au niveau des secteurs de l'agriculture, des services publics et des industries.

4.2.– Marché de titres de la dette publique

Les Etats membres de l'UEMOA ont poursuivi leurs émissions sur le marché financier régional, en vue de lever des ressources pour le financement des plans de riposte contre la pandémie à Covid-19. Au cours du mois de juillet 2020, le volume des ressources levées sur le marché financier régional s'est ainsi accru de 191,7 milliards par rapport au mois précédent, pour s'établir à 751,4 milliards, dont 266,6 milliards de bons et 484,8 milliards d'obligations. Cette progression des ressources levées sur le marché financier régional est notamment liée aux émissions des bons Covid-19 sur la période sous revue. Le mois de juillet 2020 a été notamment marqué par le début de la seconde vague des émissions des bons COVID-19, avec la première émission de l'Etat du Sénégal le 27 juillet 2020, pour un montant de 103,1 milliards. En variation annuelle, le montant des titres publics souscrits a augmenté de 511,0 milliards par rapport à son niveau de juillet 2019.

Le taux de couverture² des émissions est ressorti, en moyenne, à 144,7% en juillet 2020 contre 200,3% un an auparavant. Les bons ont représenté 35,5% des émissions.

Tableau 7 : Ressources mobilisées par les Etats en juillet 2020 (en milliards)

	2019	2020		Variation (mds)	
	juillet	juin	juillet	mensuelle	annuelle
Bons	120.7	237.1	266.6	29.5	145.9
Obligations	119.7	322.5	484.8	162.2	365.1
Total	240.4	559.7	751.4	191.7	511.0

Sources : UMOA - Titres, BCEAO

Sur le compartiment des bons du Trésor, les taux ont été en baisse, d'un mois à l'autre. Le taux d'intérêt moyen pondéré³ est ressorti à 3,72% en juillet 2020 contre 4,42% le mois précédent. Il est également ressorti en repli par rapport à juillet 2019 où il était de 5,12%.

Pour les émissions obligataires, le taux de rendement moyen⁴ s'est inscrit au même niveau que celui du mois passé à 6,32%, en léger repli de 19 points de base comparativement au mois de juillet 2019 (6,51%).

Sur les marchés internationaux des capitaux, aucun Etat membre de l'Union n'est intervenu au cours du mois de juillet 2020.

2/ Le taux de couverture est défini par le montant des souscriptions rapporté au montant sollicité lors du lancement de l'émission.

3/ Le taux moyen pondéré correspond au taux moyen sur les soumissions pondéré des montants retenus.

4/ Le taux de rendement moyen correspond au taux de rentabilité actuariel obtenu en gardant l'obligation jusqu'à l'échéance.

V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA

Après le creux du deuxième trimestre 2020, l'économie mondiale poursuit sa reprise. Le déconfinement progressif dans plusieurs pays a permis la bonne animation du marché de travail et l'amorce d'un retour à la normale de l'activité au niveau des industries. Le maintien des soutiens budgétaire et monétaire a renforcé la tendance. Toutefois, une deuxième vague de contamination à grande échelle dans le monde pourrait être à l'origine de nouvelles perturbations de l'activité économique. La volatilité des cours des produits de base, la montée du protectionnisme, l'instabilité politique et le regain de tensions commerciales constituent également des risques baissiers. Du côté positif, des avancées en termes de vaccins et de traitements pourraient renforcer la confiance et l'activité économique. Dans ces conditions, les Etats et les banques centrales continueraient à utiliser tous les instruments à leur disposition pour protéger les vies, les emplois et les revenus des populations. Les actions vigoureuses entreprises soutiendraient la reprise de l'économie mondiale et augmenteraient la résistance du système financier, tout en apportant une protection face aux risques baissiers. A cet effet, l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économiques (OCDE) a révisé à la hausse sa prévision de croissance de l'économie mondiale à -4,5% en 2020 (+1,5 point), suivie d'une reprise à partir de 2021.

Au plan interne, sur le troisième trimestre 2020, l'activité économique enregistrerait une dynamique favorable, avec la hausse de la cadence, dans les économies de l'UEMOA. Les activités de l'ensemble des secteurs augmenteraient, avec la reprise amorcée au niveau de la plupart des pays partenaires commerciaux de l'Union et la levée des mesures restrictives. Les économies de l'UEMOA seraient tirées à la hausse par l'accroissement de la demande intérieure et extérieure. Les mesures prises par l'autorité monétaire de l'Union, notamment la baisse des taux directeurs, afin d'atténuer l'impact économique de la pandémie sur le système bancaire et le financement des activités économiques, ainsi que les plans de riposte et de relance des Etats renforceraient la vigueur de la croissance. La tendance haussière de l'activité serait toutefois affaiblie par la dégradation du climat sécuritaire et social, ainsi que la baisse des investissements privés et publics, qui continue de pénaliser la conjoncture au niveau des bâtiments et travaux publics.

5.1. Environnement international

5.1.1. Activité économique

Selon les dernières prévisions de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économiques (OCDE), parues le 16 septembre 2020, la croissance de l'économie mondiale s'établirait à -4,5% en 2020, une baisse sans précédent dans l'histoire récente, après une prévision de -6,0% et +2,4%, établie en juin et mars 2020, respectivement. Les révisions à la hausse concernent la Chine, les Etats-Unis et l'Europe où l'activité a été plus dynamique que prévu. En revanche, les perspectives se sont dégradées pour l'Inde, le Mexique et l'Afrique du Sud où la pandémie a fortement pesé. L'OCDE prévoit une remontée du taux d'augmentation du PIB mondial en 2021, à +5,0% (-0,2 point par rapport à juin 2020), à condition que la menace de l'épidémie de Covid-19 se dissipe pour que le raffermissement de la confiance stimule l'activité. Dans le cas d'une possible résurgence de la pandémie, ou des mesures de riposte plus strictes, le taux de croissance mondiale en 2021 pourrait être amputé de 2 à 3 points de pourcentage, ce qui se traduirait par une montée du chômage et une période prolongée d'atonie de l'investissement. Les plans de relance budgétaire et monétaire, ainsi que les mesures

structurelles devraient être maintenus pour préserver la confiance et limiter l'incertitude. Ces soutiens exceptionnels pourraient évoluer en fonction de la situation économique.

Au niveau des **pays avancés**, les économies se renforceraient à partir du dernier semestre 2020, pour renouer avec une croissance positive en 2021. Aux **Etats-Unis**, l'activité économique repartirait à la hausse sur le reste de l'année. En effet, la banque centrale prévoit désormais une contraction de 3,7% du produit intérieur brut (PIB) cette année, au lieu de -6,5% prévue en juin 2020, soit une nette amélioration de 2,8 points de pourcentage. L'assouplissement de restrictions, ainsi que les soutiens budgétaire et monétaire relanceraient la demande intérieure aux troisième et quatrième trimestres 2020. Toutefois, le rebond de l'économie américaine pourrait ralentir, avec la recrudescence des cas de contamination par le coronavirus dans plusieurs Etats américains. Les prévisions de la FED sont en phase avec celle de l'OCDE qui anticipe une baisse de 3,8% pour la première puissance économique mondiale, au lieu de -7,3% attendu en juin 2020. Le redressement entamé au dernier semestre de 2020 se consoliderait en 2021, avec une hausse de l'activité de 4,0% (-0,1 point par rapport à juin 2020).

En **zone euro**, la Banque Centrale Européenne (BCE) a revu à la hausse ses perspectives économiques, la croissance du PIB ressortant à -8,0% en 2020 (+0,7 point par rapport à juin dernier), en lien avec le soutien des Etats aux entreprises et aux consommateurs, ainsi que les conditions financières favorables, ayant conduit à un meilleur redressement des économies de la zone euro que prévu lors du début de la pandémie de coronavirus. La levée progressive des mesures de confinement de la population prises pour freiner la propagation du coronavirus et l'amélioration de la conjoncture économique mondiale, malgré la remontée de taux de contamination à la Covid-19, renforceraient la reprise attendue lors du dernier semestre de 2020. Un rebond de l'activité de 5,0% est projeté en 2021 (-0,2 point), sous l'hypothèse de la maîtrise d'éventuelle résurgence des infections au cours des prochains trimestres, avec des mesures de restrictions moins strictes que celles de la première vague de la pandémie. Le maintien des efforts monétaire et budgétaire, renforcés depuis les projections de juin 2020, est également indispensable. En 2022, le PIB de la zone euro progresserait à un rythme de 3,2% (-0,1 point). La Banque de France (BdF) table désormais sur une contraction de 8,7% du produit intérieur brut (PIB) français pour 2020, contre un recul de 10,3% estimé en juin 2020. La reprise économique serait plus rapide que prévu, grâce notamment à la résilience de la consommation domestique. En Allemagne, pays relativement épargné par la Covid-19, selon l'institut Ifo, la contraction du PIB se limiterait à 5,2% en 2020 (-1,5 point).

Tableau 8 : Prédiction du taux de croissance, en glissement annuel (%)

	Réalizations			Estimation	Prédiction
	T4-2018	T4- 2019	T1- 2020	T2- 2020	T3- 2020
Economies avancées	1.4	1.3	-2.0	-12.8	-6.1
<i>Etats-Unis</i>	2.5	2.3	0.3	-9.1	-3.3
<i>Zone euro</i>	1.2	1.0	-3.2	-14.7	-7.8
<i>Japon</i>	-0.2	-0.7	-1.9	-10.1	-1.8
<i>Royaume Uni</i>	1.4	1.1	-1.7	-21.7	-5.1
Economies émergentes	2.7	1.7	0.0	-16.0	-4.3
<i>Chine</i>	6.5	6.0	-6.8	3.2	5.2
<i>Inde</i>	5.7	4.1	3.3	-23.5	-3.4
<i>Brésil</i>	1.3	1.6	-0.2	-3.0	1.2
<i>Autres (Russie et AFS)</i>	0.3	-0.5	-0.2	-16.8	-7.1
Pays partenaires de l'UEMOA	1.3	1.0	-1.2	-12.6	-3.7
<i>Suisse</i>	1.4	1.5	-0.8	-9.4	-4.8
<i>Afrique du Sud</i>	0.2	-0.6	-0.2	-17.2	-7.3
<i>Autres (France, Pays-Bas et Etats-Unis)</i>	2.3	1.9	-0.1	-9.2	-2.5

Sources : OCDE, calculs BCEAO

Au **Royaume-Uni**, selon la Banque d'Angleterre, après la baisse record du PIB au premier semestre trimestre 2020, l'activité repartirait à la hausse sur le reste de l'année, avec la levée progressive des mesures de confinement et le regain de la demande intérieure (forte reprise des dépenses de consommation). Pour la Banque centrale, le PIB britannique se contracterait de 9,5% en 2020, au lieu d'une baisse de 14,0% prévue en mai 2020. La bonne tenue de l'activité économique attendue sur les derniers mois de 2020 se consoliderait en 2021, avec un taux de croissance du PIB de 9,0% (-5,0 points par rapport à mai 2020). La survenance de la seconde vague épidémique et la fin de la période de transition sans accord sur le post-Brexit sont les principaux risques baissiers en Grande-Bretagne.

Selon l'OCDE, l'**économie japonaise** enregistrerait un recul de 5,8% en 2020 (-0,2 point), avant la reprise de 1,5% en 2021 (-0,6 point). Le redressement progressif de l'activité économique, après le choc du premier semestre 2020, en raison de l'impact du nouveau coronavirus (Covid-19), serait tiré par le regain de dynamisme des exportations, de l'activité industrielle et de la consommation privée. Les mesures de soutien monétaire et budgétaire, du fait de la crise sanitaire, maintiendraient les conditions financières favorables, notamment pour les ménages. Le rebond attendu de l'économie mondiale renforcerait celle du Japon, fortement tournée vers l'extérieur.

Dans les **pays émergents**, après un plus bas niveau des performances atteint sur la première moitié de l'année, avec les retombées négatives de la Covid-19, l'activité économique reprendrait de la vigueur au second semestre 2020. A cet effet, l'OCDE anticipe une hausse limitée du PIB chinois de 1,8% en 2020 (+4,4 points) et un rebond de 8,2% en 2021 (+1,2 point). Les mesures de soutien monétaire et budgétaire réduiraient les effets de Covid-19 et assureraient la reprise en 2021. Dans les autres pays émergents, (Russie, Inde, Brésil etc), avec la reprise des cours du pétrole, l'assouplissement des restrictions de l'activité et la hausse attendue de la demande extérieure, notamment en provenance de la Chine, la croissance est revue à la hausse en 2020. Les mesures budgétaires (versement anticipé de certaines prestations sociales, soutien à l'emploi, etc.) et monétaires (baisse de taux directeur, assouplissement des règles prudentielles, etc.) visant à maintenir la vigueur de la consommation des ménages compenseraient les effets des risques baissiers intervenus sur le premier semestre de l'année 2020.

En **Afrique subsaharienne**, selon le FMI, le taux de croissance du PIB s'établirait, dans le meilleur des cas, à -3,2%, avant un rebond à 3,4% en 2021. La baisse historique du PIB de la région est notamment liée aux perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et au recul de la demande des produits de base, du fait de la pandémie de Covid-19. La reprise de 2021 est subordonnée à la stabilisation de la crise sanitaire et à la poursuite d'assouplissement progressif des restrictions d'activités économiques dans la région et au niveau des pays partenaires. A cet effet, en Afrique du Sud, selon le Gouvernement, le PIB baisserait de 7,2% en 2020 (un chiffre proche des dernières prévisions de la Banque Centrale : -7,3%), sous l'effet de vigoureuses mesures d'arrêt de l'activité économique. L'économie nigériane se contracterait de 5,4% cette année (-2,0 points), en lien avec l'effondrement des prix du pétrole, la baisse des quotas de production de pétrole et le repli de l'activité industrielle. La Banque centrale du pays est plus optimiste que le FMI, avec une baisse attendue de 3,4% et une croissance positive dès le quatrième trimestre 2020, sous l'effet des efforts budgétaire et monétaire. En 2021, la reprise économique se limiterait à 2,6% à la faveur d'une remontée des cours de l'or noir et d'une hausse de la production. Au Ghana, les performances de l'économie resteraient stables (+1,5% en 2020 et +5,9% en 2021). Les pays de la Zone CEMAC devraient connaître une baisse de leur PIB en 2020 (-5,9% selon la BEAC, après une baisse de 1,6% attendue en mars 2020 et de 3,7% estimé en juin 2020 par le FMI), en lien avec la crise sanitaire et le repli des cours des principaux produits d'exportation. La Banque Centrale (BEAC) de ces pays estime qu'au premier semestre 2020, la perturbation des circuits d'approvisionnement en produits importés ainsi que les mesures restrictives adoptées par les différents gouvernements pour contenir les effets de la pandémie de Covid-19 ont négativement impacté la croissance des pays de la région.

5.1.2. Inflation dans les pays partenaires

Les tendances inflationnistes diminueraient dans la plupart des économies avancées, émergentes et celles des principaux partenaires commerciaux de l'Union, sauf en Europe où l'éventualité d'un post-Brexit sans accord avec le Royaume-Uni pousserait les prix à la consommation à la hausse. A cet effet, les pressions inflationnistes demeureraient faibles, du fait notamment du bas niveau des prix de l'énergie et de la demande globale. Cette tendance a été atténuée par la hausse des prix des produits alimentaires et de services sanitaires, ainsi que l'augmentation des coûts due aux ruptures d'approvisionnement.

Au niveau des pays voisins, la fermeté des prix, en phase avec le renchérissement des produits alimentaires et des importations, du fait des restrictions des mouvements des marchandises, se poursuivrait. Pour le cas particulier du Nigeria, la progression des prix serait attribuable à la hausse de ceux des denrées alimentaires, du transport et des services médicaux, en lien avec la Covid-19 et la dépréciation de la monnaie nationale, le naira.

Dans ce contexte de faibles pressions inflationnistes et de double choc sur la demande et l'offre lié à la Covid-19, les banques centrales des pays avancés maintiendraient le cap dans l'approfondissement de leur politique monétaire accommodante (banques centrales américaine, européenne, britannique et japonaise, ainsi que celles des pays émergents et en développement). A cet effet, les dernières projections macroéconomiques du 10 septembre 2020, établies par les services de la BCE, mettent en évidence la dégradation des perspectives d'inflation. L'inflation poursuivrait le ralentissement amorcé en 2019, passant de 1,2% à 0,3% en 2020 (inchangé), avant de remonter à 1,0% en 2021 (+0,2 point par rapport au 4 juin 2020) et 1,3% en 2022 (inchangé).

Selon les groupes de pays, l'évolution de l'inflation se présente comme suit :

Tableau 9 : Prédiction du taux d'inflation, en variation annuelle (%)

	Réalizations			Estimations	Prévisions
	Dec-18	Dec-19	Jun-20	Jul-20	Aug-20
Economies avancées	1.34	1.12	-0.09	0.12	-0.19
<i>Etats-Unis</i>	1.91	2.29	0.60	1.00	1.30
<i>Zone euro</i>	1.50	1.30	0.30	0.40	-0.20
<i>Autres</i>	0.93	0.47	-0.90	-0.59	-0.66
Economies émergentes	4.33	5.72	3.05	3.74	3.70
<i>Chine</i>	1.90	4.50	2.50	2.70	2.40
<i>Inde</i>	5.24	9.63	5.10	5.30	5.30
<i>Brésil</i>	4.40	4.03	2.10	3.20	3.20
<i>Autres</i>	4.01	3.68	2.65	2.85	2.85
Pays partenaires de l'UEMOA	2.03	1.91	0.40	0.94	0.74
<i>Suisse</i>	0.69	0.16	-1.30	-0.90	-0.90
<i>Afrique du Sud</i>	4.40	4.03	2.10	3.20	3.20
<i>Autres</i>	1.94	2.51	1.12	1.36	0.99
Pays voisins de l'UEMOA	11.09	11.26	12.32	12.57	12.74
<i>Nigeria</i>	11.44	11.98	12.56	12.82	13.22
<i>Ghana</i>	9.43	7.90	11.20	11.40	10.50

Sources : OCDE, sites et revues spécialisés, calculs BCEAO

5.1.3. Prix des produits de base

Sur les marchés des matières premières, les prix des produits agricoles exportés par les pays de l'Union enregistreraient des évolutions à la hausse entre juillet et août 2020. Quant aux principaux produits alimentaires importés par les pays de l'Union, leurs prix baisseraient sur la proche période.

La bonne tenue des cours internationaux concerne tous les produits de base exportés par les pays de l'Union, à l'exception de ceux du bois, qui seraient plombés par la faiblesse de la demande dans un contexte de dégradation de l'activité de construction. Les marchés des matières premières seraient en général soutenus par le regain de la demande mondiale, notamment celle en provenance de la Chine où l'activité industrielle continue sur sa tendance haussière pour le quatrième mois consécutif en août 2020.

Tableau 10 : Estimations des cours des matières premières (variation mensuelle en %)

Principales matières premières	Réalizations					Prévisions
	Dec 18	Dec 19	May 20	Jun 20	Jul 20	Aug 20
Produits exportés	-1.6	0.9	4.5	2.1	2.2	6.7
Pétrole	-13.1	5.0	36.9	30.8	6.5	3.4
Café robusta	-7.4	-0.1	2.4	0.3	4.9	7.9
Cacao	1.1	-2.9	1.7	-3.9	-5.7	11.7
Coton	-1.1	3.7	8.3	5.3	4.4	2.1
Huile de palme	-25.5	16.7	-5.9	11.8	9.9	7.4
Huile de palmiste	6.1	31.7	-5.1	0.6	-0.4	8.5
Caoutchouc	3.4	4.9	-0.9	0.6	0.9	7.3
noix de cajou	-6.9	3.2	4.3	0.3	-1.6	0.5
Or	2.6	0.6	1.9	0.9	6.4	6.8
Produits importés	1.2	3.5	-3.1	2.0	-1.3	2.5
Huile de soja	1.8	5.6	1.7	5.2	3.8	9.1
Blé	2.6	4.9	-5.1	-3.3	0.7	2.5
Riz	-2.2	5.7	-6.9	1.2	-6.7	4.0
Maïs	3.1	1.5	-0.8	2.8	1.5	-2.2

Sources : Reuters, calculs BCEAO

Les prix du **cacao** seraient soutenus par la baisse de l'offre et la hausse de la demande mondiale. En effet, les arrivages de fèves aux ports ivoiriens ont totalisé 2,1 millions de tonnes (Mt) entre le 1^{er} octobre 2019 et le 13 septembre 2020, soit une baisse de 5,4% par rapport au niveau enregistré la même période de l'année dernière. Les incertitudes sociopolitiques, avec la tenue des élections en octobre 2020, qui entraveraient l'approvisionnement des marchés, ont induit des achats anticipés de nombreux broyeurs en Europe et aux Etats-Unis. Les **cours des huiles** progresseraient au cours de la proche période, en lien avec la baisse des stocks dans certains pays asiatiques comme la Malaisie, ainsi que de la production en Indonésie et en Malaisie. Les **prix du café** maintiendraient leur progression au cours de la période sous revue, en lien avec la reprise de la demande mondiale, dans un contexte d'incertitude concernant la production de robusta en Asie où la campagne actuelle tire à sa fin. En outre, les difficultés persistantes au niveau des récoltes dans certains pays d'Amérique Centrale, dont le Costa Rica et le niveau de production pour 2020 au Brésil inférieur aux prévisions annoncées par les exportateurs et les traders accentueraient la tendance. Les **cours du coton** augmenteraient, en raison notamment de la chute du dollar, du regain de la demande chinoise et des mauvaises perspectives de récoltes. La production de coton serait impactée par les conditions météorologiques défavorables et le recul des surfaces emblavées dans les principales régions de production. Les tensions diplomatiques entre les Etats-Unis et la Chine, le regain des incertitudes liées à la crise sanitaire et la faiblesse du billet vert favoriseraient les **cours de l'or**.

Les prix des principaux produits alimentaires importés dans l'UEMOA augmenteraient au cours de la proche période, à l'exception de ceux du maïs. Cette tendance haussière serait en phase avec une demande soutenue, dans un contexte où l'offre serait limitée, notamment aux États-Unis. En effet, les prix de l'huile de soja et du blé seraient portés par une demande soutenue sur le marché mondial et les inquiétudes sur les récoltes aux États-Unis. Quant aux cours du riz, ils seraient soutenus par la multiplication des commandes de produits agricoles par la Chine, les mauvaises perspectives de récoltes, notamment en Thaïlande et au Bangladesh, et les problèmes logistiques en Inde. Le recul de la production de sucre imputable à une grave sécheresse en Thaïlande, deuxième exportateur mondial de ce produit, et la hausse des prix du pétrole brut renforceraient les cours du sucre.

En revanche, les cours internationaux du maïs seraient influencés par la hausse attendue de la production, notamment en Europe et au Brésil.

5.2. Perspectives de croissance dans l'UEMOA

Pour le mois d'août 2020, les économies de l'Union renforceraient la reprise, entamée en juin 2020. Elle serait tirée par la hausse attendue de la demande intérieure et extérieure, du fait de la levée des mesures restreignant certaines activités (transport, tourisme, hôtellerie, etc.). La tendance haussière des cours internationaux de la plupart des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA auraient des effets positifs sur le budget des Etats de l'Union, atténuant les retombées de la Covid-19 sur la croissance. Cependant, l'issue incertaine de la campagne agricole 2020/2021, ainsi que la dégradation du climat sécuritaire, social et politique amoindrirait le profil ascendant des économies de l'Union.

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture de la BCEAO, l'activité économique serait bien orientée dans l'ensemble des secteurs, à l'exception de celui des bâtiments et travaux publics.

Les chefs d'entreprises interrogés anticipent une hausse de leurs activités, en lien avec l'accroissement de la demande, avec une nette accélération au niveau des activités commerciales et des services marchands. En revanche, les bâtiments et travaux publics continueraient d'être affectés par la baisse de nouveaux travaux, du fait du repli attendu de la demande.

Selon les estimations effectuées par la BCEAO sur la base des résultats susvisés et les dernières informations disponibles, l'activité économique, en variation annuelle, renouerait avec une tendance haussière au troisième trimestre 2020 (+0,7%) et se consoliderait au quatrième trimestre (+1,0%). Les performances économiques au troisième trimestre 2020 seraient tirées par la bonne tenue des activités commerciales, industrielles et de services, du fait de la levée des restrictions imposées par le Etats et de la mise en œuvre de plans de relance. Le secteur des bâtiments et travaux publics continue sur son profil baissier, en ligne avec la baisse des importations des biens d'équipement et des crédits à moyen et long termes.

Du côté de la demande, les dépenses d'équipement se sont effondrées, au profit des dépenses courantes de consommation, soutenues par les mesures d'urgence de soutien aux ménages, prises par certains Etats. Les exportations et importations des pays de l'Union ont diminué, en lien avec les mesures prises pour contenir la Covid-19. Au total, la hausse de la demande intérieure, avec la fermeté des dépenses des Etats, a plus que compensé la contribution négative du commerce extérieur aux performances des économies de l'Union.

Au total, tous les indicateurs conjoncturels récents signalent l'orientation favorable des économies de l'Union, sortie de la phase de récession, à l'instar de l'économie mondiale.

Par branche, la dynamique de l'économie de l'Union est projetée comme suit :

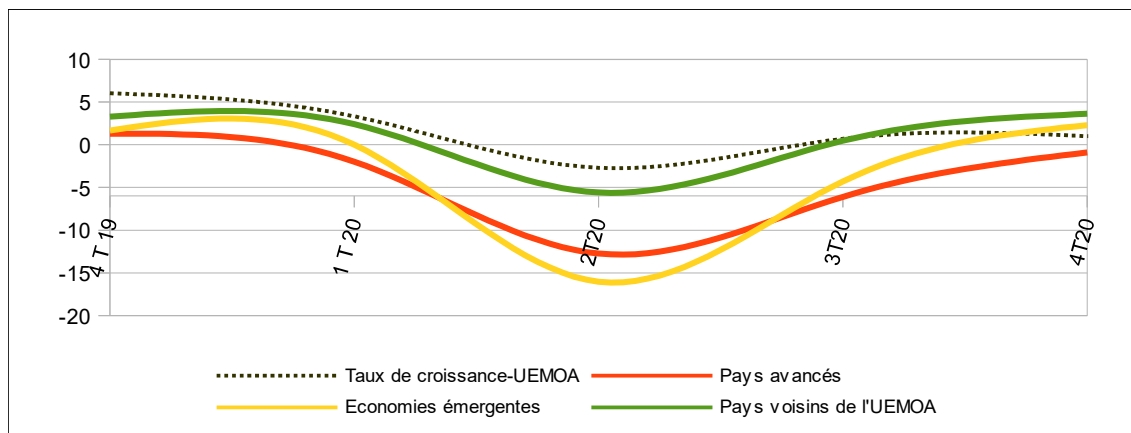
Tableau 11 : Evolution de la croissance au sein de l'UEMOA par secteur d'activité (contribution en point de %)

Branche d'activités	Taux de croissance Annuel (%)		Taux de croissance trimestrielle (variation annuelle %)								
	Estimations		Estimations						Prévision		
	2018	2019	T4-2018	T1-2019	T2-2019	T3-2019	T4-2019	T1-2020	T2-2020	T3-2020	T4-2020
Secteur primaire	1.4	1.0	1.4	1.1	1.0	1.0	0.9	0.7	0.7	0.2	0.1
Agriculture vivrière	1.3	0.7	1.1	0.8	0.7	0.6	0.5	0.6	0.6	0.1	0.0
Agriculture de rente (ou exportation)	0.2	0.2	0.1	0.2	0.2	0.2	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
Sylviculture	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Pêche	-0.1	0.2	0.2	0.1	0.2	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.0
Secteur secondaire	1.3	1.5	1.6	1.7	1.5	1.4	1.2	0.7	-0.7	-0.2	0.2
Activités extractives	0.2	0.1	0.3	0.3	0.1	0.0	-0.1	-0.1	-0.2	0.1	0.0
Industries manufacturières	0.7	0.9	0.8	0.9	0.8	0.9	1.0	0.5	-0.3	-0.2	0.1
Production énergie	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.0	0.1	0.1	0.1	0.0
BTP	0.3	0.4	0.4	0.5	0.5	0.4	0.4	0.2	-0.2	-0.2	0.1
Secteur tertiaire	3.9	3.1	3.4	3.7	3.8	3.7	3.2	1.8	-2.0	0.8	0.8
Commerce	0.6	0.7	0.4	0.7	0.8	0.7	0.6	0.3	-0.5	-1.2	0.1
Transports, postes et communications	0.9	0.6	0.4	0.6	0.6	0.6	0.6	0.3	-1.2	-0.2	0.1
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	1.1	1.3	0.7	1.4	1.4	1.4	1.3	0.6	-0.3	1.1	0.2
Services non marchands	0.6	0.5	0.6	1.0	0.9	0.8	0.7	0.4	0.1	0.5	0.2
Impôts et taxes	0.7	0.5	1.2	0.1	0.1	0.1	0.0	0.2	-0.1	0.5	0.1
Produit Intérieur Brut	6.6	6.1	6.3	6.6	6.4	6.0	5.3	3.2	-2.0	0.7	1.0

Source : BCEAO

Le profil des économies des l'Union reste influencé par ceux des pays partenaires commerciaux.

Graphique 14 : Dynamique récente de l'activité économique des pays de l'UEMOA (%)



Sources : OCDE, sites et revues spécialisés, calculs BCEAO

Tenant compte des réalisations sur le premier semestre et des prévisions sur le second semestre 2020, les économies de l'Union enregistreraient une hausse de 0,8% de leur PIB en 2020. Ces chiffres sont proches de ceux établis par les institutions internationales (FMI, Banque Mondiale et BAD) sur les économies de l'UEMOA.

Tableau 12 : Prévisions de taux de croissance des pays de l'UEMOA (%)

Pays	Estimation	Prévisions (2020)	
	2019	Consensus (*)	BCEAO
Bénin	6.9	2.5	2.3
Burkina	5.7	1.3	0.7
Côte d'Ivoire	6.9	2.3	1.8
Guinée-Bissau	4.5	-2.0	-1.9
Mali	5.1	0.5	-0.5
Niger	5.5	0.5	1.2
Sénégal	5.3	1.3	-0.7
Togo	5.3	0.4	1.3
UEMOA	6.1	1.5	0.8

Sources : FMI, Banque Mondiale, BAD, BCEAO

(*) Moyenne des prévisions du FMI, de la Banque Mondiale et de la BAD

Dans le cas d'une possible seconde vague épidémique dans le courant de l'année, ainsi que du renforcement des risques baissiers pesant sur la campagne agricole 2020/2021 et l'activité économique en général, l'économie régionale se contracterait.

5.3. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union

En complément aux mesures déjà mises en œuvre, depuis mars 2020, pour contrer les effets néfastes de la pandémie sur l'activité économique, la BCEAO a, le 22 juin 2020, décidé de baisser ses taux directeurs de 50 points de base. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité passe ainsi de 2,50% à 2,00% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal est ramené de 4,50% à 4,00%. Cette décision est en vigueur depuis le 24 juin 2020. Avec le maintien de ses adjudications au taux fixe de 2,00% et

l'engagement de la BCEAO à accompagner le financement des économies de l'Union, les conditions de mobilisation de ressources au niveau des marchés monétaires poursuivraient leur détente. La hausse attendue des concours de la BCEAO et des besoins réels des banques renforcerait les agrégats monétaires. En effet, les prévisions des besoins réels de liquidité pour la proche période se situeraient autour de 3.402,5 milliards sur le guichet hebdomadaire, en hausse de 52,8 milliards ou 1,5% par rapport à la réalisation au 11 septembre 2020.

En conséquence, selon les estimations, la masse monétaire de l'Union se situerait à 32.247,4 milliards en août 2020 contre une réalisation de 28.241,8 milliards un an plus tôt. La hausse de 4.005,6 milliards (ou +14,2%) qui en résulterait serait imputable à la progression de 3.924,9 milliards (+12,8%) des créances intérieures et à la consolidation de 552,7 milliards des actifs extérieurs nets. En particulier, l'accroissement des créances intérieures serait lié à la hausse attendue, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration centrale (+2.511,3 milliards ou +29,5%) et à celle des créances sur l'économie (+1.413,6 milliards ou +6,4%).

Sous l'angle de ses composantes, l'accroissement de la masse monétaire se traduirait à fin août 2020, en glissement annuel, par la hausse des dépôts (+2.773,3 milliards, soit 12,6%) et de la circulation fiduciaire (+1.232,3 milliards, soit 19,7%).

5.4. Perspectives d'inflation

Les informations disponibles à ce jour font état de la poursuite de la tendance haussière du taux d'inflation, à +3,3%, en glissement annuel, à fin août 2020, après une réalisation de 2,5% le mois précédent. Le maintien du rythme ascendant du niveau général des prix est essentiellement imputable à la poursuite de la hausse des prix des produits alimentaires dans la plupart des pays de l'Union. Cette évolution serait en lien avec l'approvisionnement insuffisant des marchés, induit par la baisse de la production agricole dans certains pays de l'Union. L'indice FAO des prix des produits alimentaires s'est accru de 2,1 points ou 2,2% en août 2020, un troisième mois consécutif de hausse depuis le début de l'année. Les accroissements concernent les prix des huiles végétales, du sucre, des céréales et des produits laitiers, atténués par la poursuite de la tendance baissière des prix de la viande.

Tableau 13 : Evolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction (contribution en point de %)

Fonctions	Réalizations							Prévision
	Dec 17	Dec 18	Dec 19	Apr 20	May 20	Jun 20	Jul 20	Aug 20
Produits alimentaires et boissons	0.5	0.0	-0.5	1.2	1.3	1.3	1.8	2.5
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0.1	0.0	0.0	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.1
Habillement	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Logement	0.0	0.3	0.2	0.1	0.2	0.1	0.1	0.1
Ameublement	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.1
Santé	0.1	0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1
Transport	0.1	0.3	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2	0.1
Communication	-0.2	0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	0.0	-0.1
Loisirs et culture	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Enseignement	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Restaurants et Hôtels	0.2	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2
Autres biens	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1
Ensemble	0.9	1.1	-0.5	1.5	1.8	1.8	2.5	3.3

Sources : INS, BCEAO

La reprise de la demande mondiale, suite à l'assouplissement des mesures de confinement liées à la Covid-19 dans de nombreux pays, et les perspectives de réduction de l'offre en lien avec les conditions météorologiques défavorables expliquent la tendance haussière des prix des produits alimentaires importés. L'offre locale des produits alimentaires serait réduite par l'excès de la pluie, notamment dans les pays sahéliens et les difficultés d'approvisionnement des marchés.

Sur la proche période, le taux d'inflation maintiendrait sa progression, à respectivement +2,9% en septembre, octobre et novembre 2020, en raison essentiellement de la poursuite de la hausse des prix des produits alimentaires et du pétrole, dans un contexte où les marchés seront insuffisamment approvisionnés par les produits locaux. Le regain de dynamisme de la demande, en produits alimentaires et sanitaires, et les perturbations des échanges commerciaux avec le Mali renforcerait la dynamique haussière des prix à la consommation. Pour l'ensemble de l'année 2020, le taux d'inflation s'établirait à +2,2%, après une réalisation de -0,7% en 2019, sous l'influence de la fermeté des prix des produits alimentaires et de la reprise des cours du pétrole.



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A.1: Variation du chiffre d'affaires par branche

Tableau A.2: Indice de la production industrielle par branche

Tableau A.3 : Taux d'intérêt débiteurs des banques de l'UEMOA

Tableau A.4 : Evolution des crédits mis en place par les banques de l'UEMOA (contribution en points de %)

Tableau A.5 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement

Tableau A1 : Evolution du chiffre d'affaires par branche, (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2018	2019		2020		2020	
	juillet	juillet	déc	juin	juillet.(*)	juin	juillet.(*)
PRODUITS DE L'ALIMENTATION	5.4	1.4	2.5	-1.3	5.9	-2.7	-3.5
Produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture	-0.5	-0.2	1.9	1.1	-1.6	0.2	-1.3
Produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture	-0.2	-0.3	0.1	0.5	-0.7	0.3	-0.2
Autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	6.1	1.9	0.4	-2.9	8.2	-3.2	-2.0
EQUIPEMENT DE LA PERSONNE	0.1	-0.5	-0.3	0.8	-0.6	-0.3	-0.1
Textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0.1	-0.5	-0.3	0.8	-0.6	-0.3	-0.1
Montres, horloges, bijoux et pierre précieuses	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
EQUIPEMENT DU LOGEMENT	0.1	2.8	0.2	-1.7	3.4	0.0	0.1
Ameublement, équipements et produits ménagers	0.6	0.7	0.0	0.4	0.9	-0.3	-0.1
Matériaux de construction, quincaillerie, peintures, verres et articles de verre	-0.4	2.1	0.2	-2.1	2.5	0.4	0.2
AUTOMOBILES, MOTOCYCLES ET PIECES DETACHEES	1.5	0.0	1.6	1.0	0.9	0.7	0.7
Véhicules automobiles neufs	1.4	-0.1	-0.7	0.3	1.5	-0.1	0.7
Véhicules automobiles usagers	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Motocycles neufs	0.1	0.1	1.2	0.5	-0.3	0.3	0.1
Motocycles usagers	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles neufs	-0.1	0.0	1.0	0.3	-0.3	0.5	-0.1
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles usagers	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
PRODUITS PETROLIERS	0.0	-1.0	-4.6	5.8	0.2	-5.6	-4.3
Produits pétroliers	0.0	-1.0	-4.6	5.8	0.2	-5.6	-4.3
PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET COSMETIQUES	-0.6	-0.1	-1.8	3.8	-1.0	0.3	-0.3
Produits pharmaceutiques et médicaux	-0.6	0.0	-1.7	4.0	-0.9	0.4	-0.3
Parfumerie et produits de beauté	0.0	0.0	0.0	-0.2	0.0	-0.1	0.0
PRODUITS DIVERS	-1.3	-1.4	-0.2	3.0	-2.1	0.6	0.4
Machines de bureau et matériel et informatique	0.0	0.0	-0.4	0.0	0.0	0.1	0.1
Autres appareils électriques et électroniques non ménagers	0.1	-0.2	-0.1	0.6	-0.3	0.3	0.3
Articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires	0.1	0.2	0.2	0.1	0.1	-0.1	-0.1
Autres produits	-1.5	-1.4	0.1	2.4	-1.9	0.2	0.1
INDICE GLOBAL	5.2	1.2	-2.6	11.5	6.8	-6.9	-7.1

Source : BCEAO

(*) données provisoires, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche, (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2018	2019		2020		2020	
	juillet	juillet	déc	juin	juillet.(*)	juin	juillet.(*)
PRODUCTION DES ACTIVITES EXTRACTIVES	-4.3	-1.9	0.8	0.7	-0.6	-1.8	5.5
Pétrole brut et gaz naturel	-0.7	0.6	-0.5	0.1	1.0	-1.4	-2.9
Minerais d'uranium et de thorium	0.2	-0.6	0.2	0.8	-0.1	0.0	2.7
Minerais métalliques	-0.7	-1.6	0.6	0.5	-0.3	-0.4	5.5
Autres minerais	-3.1	-0.4	0.5	-0.7	-1.1	0.1	0.1
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	3.2	6.2	-2.8	0.9	5.8	-1.3	-5.3
Produits alimentaires et de boissons	1.6	4.5	-3.1	2.1	3.3	-0.7	-10.2
Produits à base de tabac	0.1	0.1	1.6	0.1	0.1	0.5	0.8
Textiles	1.0	1.2	0.9	0.2	1.1	1.2	2.8
Articles d'habillement	0.0	0.0	-0.5	0.0	0.0	0.0	0.0
Cuirs; articles de voyage et de maroquinerie, articles de sellerie et de bourrellerie; chaussures	0.2	0.0	0.0	0.3	0.0	0.9	2.5
Bois et articles en bois et en liège (sauf meubles); articles de vannerie et de sparterie	-0.5	0.0	0.1	0.1	0.0	1.1	3.2
Papier, carton et articles en papier et en carton	0.3	0.3	0.1	0.0	0.3	0.6	1.3
Produits de l'édition, de l'imprimerie et supports enregistrés	0.0	-0.2	0.0	0.0	-0.1	-0.5	-0.2
Produits pétroliers raffinés	-0.6	-0.6	0.3	-0.1	-0.9	-1.8	-6.9
Produits chimiques	0.1	0.4	1.3	-2.2	-0.1	2.6	-0.2
Caoutchouc et matières plastiques	-0.4	0.7	-1.3	-0.1	1.4	-2.7	0.5
Autres produits minéraux non métalliques	0.9	0.8	0.9	0.5	0.2	2.3	0.8
Produits métallurgiques de base	0.1	-0.7	-2.1	-0.1	0.0	-4.0	-5.2
Ouvrages en métaux (sauf machines et matériel)	0.1	-0.5	-1.2	0.0	0.0	-0.6	-3.0
Machines et matériel n.c.a.	0.0	-0.1	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.3
Machines et appareils électriques n.c.a.	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1
Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Autres matériels de transport	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	-0.2	-1.3
Meubles; activités de fabrication n.c.a.	0.1	0.1	0.0	0.0	0.3	-0.4	0.2
Produits de récupération	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ ET D'EAU	-0.1	0.3	0.4	0.8	-0.1	0.6	1.5
Electricité, gaz, vapeur et eau chaude	-0.1	0.2	0.5	0.8	-0.4	0.5	0.3
Eau	0.0	0.0	-0.1	0.0	0.3	0.1	1.2
Indice Général	-1.2	4.6	-1.6	2.4	5.1	-2.5	1.7

Source : BCEAO

(*) données provisoire, CVS

Tableau A3 : Taux d'intérêt débiteurs des banques de l'UEMOA (%)

	Niveau moyen mensuel				
	2017	2018	2019	2020	
	juillet	juillet	juillet	juin	juillet (*)
NATURE DU DEBITEUR					
Etat et organismes assimilés	6.51	6.03	6.11	5.73	5.40
Particuliers	8.81	8.33	8.03	7.27	7.48
Clientèle financière	8.06	8.13	7.86	7.42	6.72
Sociétés d'Etat et EPIC	6.83	6.58	6.19	5.56	5.45
Assurances-Caisses de retraite	8.09	7.72	7.60	7.38	7.11
Entreprises privées du secteur productif	6.84	6.36	6.51	6.59	6.51
Entreprises individuelles	7.17	6.94	6.94	7.78	8.65
Coopératives et groupements villageois	8.03	9.89	9.26	10.10	9.60
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	10.18	8.62	8.19	7.56	7.99
Personnels des banques	2.44	2.04	1.55	3.08	2.93
Total	7.13	6.75	6.84	6.84	6.87
OBJET DU CREDIT					
Habitation	8.33	8.19	7.80	7.40	7.20
Exportation	7.55	5.98	6.66	8.17	7.78
Equipement	7.63	7.91	7.59	7.91	8.02
Consommation	8.43	8.22	8.35	7.43	7.54
Trésorerie	6.74	6.08	6.28	6.25	6.44
Autres	7.73	7.53	7.18	7.16	6.59
Total	7.13	6.75	6.84	6.84	6.87
DUREE DU CREDIT					
inf ou égale à 1 mois	6.87	5.66	5.74	6.06	5.80
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5.82	5.69	5.86	5.58	5.66
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	7.88	7.35	7.76	7.83	7.09
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	8.19	7.66	7.90	8.21	8.25
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	7.17	6.63	7.98	7.23	7.23
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	7.73	7.99	7.59	7.25	8.05
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8.21	7.87	7.85	7.84	8.08
Plus de 10 ans	5.67	6.22	6.86	7.45	6.66
Total	7.13	6.75	6.84	6.84	6.87

Tableau A4 : Evolution des crédits mis en place par les banques de l'UEMOA

	cumuls mensuels (en mds)				Variation mensuelle (%)		Glissement annuel (%)	
	2018	2019	2020		2020		2020	
	juillet	juillet	juin	juillet (*)	juin	juillet (*)	juin	juillet (*)
Crédits bancaires totaux	1265.8	1344.69	1309.32	1178.13	13.79	-10.02	2.66	-12.39
Crédits aux particuliers	160.69	194.37	234.97	254.33	69.36	8.24	17.65	30.85
Crédits aux entreprises privées	644.91	737.7	761.15	647.41	10.62	-14.94	-5.8	-12.24
Crédits aux entreprises du secteur public	79.15	37.05	31.67	16	-5.42	-49.47	70.07	-56.8
Crédits de trésorerie	746.7	797.97	702.36	638.96	-8.66	-9.03	-7.74	-19.93
Crédits de consommation	147.89	168.35	184.62	205.98	44.29	11.57	-18.29	22.35
crédits d'équipement	67.33	189.37	173.4	111.52	64.33	-35.68	11.94	-41.11
Crédits d'habitation	20.92	19.49	62.46	21.5	340.19	-65.59	316.55	10.27

Source : BCEAO

Tableau A5 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement
(en milliards, sauf indication contraire)

Pays	Banques venant au refinancement			Autres banques			Total	
	Réserves libres	RO	En % des réserves requises	Réserves libres	RO	En % des réserves requises	Réserves libres	En % des réserves requises
Bénin	66.7	45.4	146.8	7.2	4.0	180.8	73.9	149.6
Burkina	62.0	68.9	90.1	69.0	26.9	256.8	131.1	136.8
Côte d'Ivoire	207.4	170.0	122.0	540.6	122.9	439.9	748.1	255.4
Guinée-Bissau	3.7	2.8	130.4	18.4	1.8	1,031.3	22.1	478.1
Mali	74.2	94.1	78.8	21.2	5.9	360.1	95.4	95.3
Niger	31.6	34.1	92.7	9.0	1.9	478.4	40.6	112.8
Sénégal	89.1	90.2	98.8	205.1	62.6	327.9	294.2	192.6
Togo	46.4	28.7	161.7	20.6	11.3	182.1	67.0	167.4
UMOA	581.2	534.3	108.8	891.2	237.2	375.7	1,472.4	190.8

Source : BCEAO



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST